

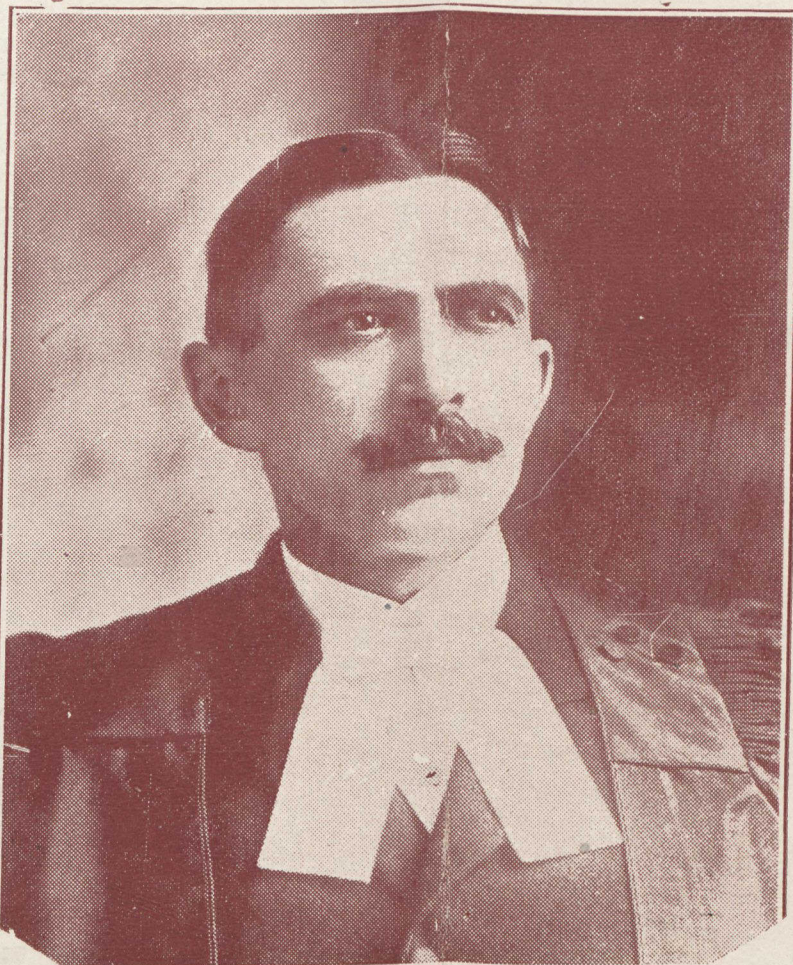
La Vie Canadienne

QUEBEC
10 Mars 1919

REVUE BI-MENSUELLE

TOME II
No 5

RELIGION—POLITIQUE—SCIENCES—ARTS



Sa Seigneurie le Juge MATHIAS TELLIER

LA VIE CANADIENNE

LA VIE CANADIENNE est publiée à Québec et imprimée aux ateliers de la Cie de l'Événement,
30, rue de la Fabrique ; nom de l'éditeur : J.-E. Barnard.

SOMMAIRE

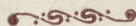
En passant.....	Divers	Quinzaine liturgique.....	l'abbé J.-A. D'Amours
La première industrie.....	J.-A. Lander	Pour les petits.....	Franc-Nohain
L'Odysée de M. Wilson.....	P. Ledroit	Faits de la quinzaine.....	Joinville
Lettre de France : Etienne Lamy.....	E. Tavernier	Les invariables.....	Pierre l'Érmitte
The Social Crisis in England.....	H. Somerville	Quinzaine de guerre.....	A. Gobeil
Les vues du Cardinal Rampolla.....	Mgr Odélin	Le monsieur qui.....	Antoine
Bataille de Chateauguay.....	J.-B. Caouette	Echos et commentaires.....	Le Liseur

TÉLÉPHONES { LEVIS - - 46
 { QUÉBEC 6207

JOS. GOSSELIN LIMITÉE

ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX
— ET INGÉNIEURS —

Constructions d'Églises, de Couvents, d'Édifices
de toutes sortes



SIEGE SOCIAL :
55, RUE ST-GEORGES,
LEVIS, P. Q.

SUCCESSALE:
85, RUE DALHOUSIE,
QUÉBEC, P. Q.

La Vie Canadienne

REVUE BI-MENSUELLE

TOME II

QUEBEC, 10 MARS 1919

No 5



EN PASSANT



“Amities ontariennes”

NOUS signalions en passant dans notre dernier numéro, comme un heureux symptôme de retour au bon sens et à la concorde, la conférence sur ce joli sujet de M. Léon-Mercier Gouin, conférence que le distingué jeune avocat a donnée l'autre semaine à Québec, devant un très nombreux et très sympathique auditoire.

Il nous fait plaisir de pouvoir revenir aujourd'hui sur ce sujet, en signalant quelques-unes des idées aussi justes en elles-mêmes qu'opportunes dans leur expression qui ont été rappelées et applaudies au cours de cette très intéressante conférence, conférence à laquelle notre Lieutenant-Gouverneur Sir Charles Fitzpatrick voulut bien donner non seulement l'encouragement honorable de sa présence, mais aussi l'appui de ses félicitations et de sa haute approbation, indiquant lui-même en quelques mots les avantages et aussi les conditions d'une bienfaisante amitié québécoise-ontarienne.

Voici donc quelques-unes des idées émises ou rappelées par M. l'avocat Léon-Mercier Gouin :

Par amitiés ontariennes le conférencier entend la sympathie cordiale et même héroïque que nous a toujours témoignée une élite de la race anglo-saxonne. Si le nombre de nos amis ontariens peut sembler plutôt restreint, leur mérite en est d'autant plus grand. Oublier ceux qui sans être des nôtres ont défendu au prix de grands sacrifices notre nationalité serait de notre part un acte vilain d'ingratitude.

Et le conférencier passa en revue les noms et la conduite toujours bienfaisants à nos mémoires des gouverneurs depuis Murray et Carleton, des juriconsultes qui soutinrent nos droits et appuyèrent nos réclamations auprès de la couronne anglaise, des grands ministres britanniques comme Fox et Pitt qui nous firent confiance en nous octroyant nos premières libertés constitutionnelles. Depuis la conquête jusqu'à la Confédération, notre histoire, trop peu connue du grand public, que M. Gouin a très bien résumée, nous montre ainsi des amitiés anglaises aidant nos justes aspirations et réparant avec nous les torts faits à nos pères par des passions de races qu'il faut encore modérer et combattre.

Parlant de la Confédération, M. Gouin l'estime un compromis parfaitement honorable. Son application peut être momentanément défectueuse, ses garanties légales insuffisantes, mais du jour où un patriotisme vraiment canadien animera tous nos hommes d'Etat sans distinction d'origines, notre jeune pays fera l'admiration du monde par sa prospérité et sa tolérance chrétienne. Pour atteindre à ce résultat il faut une coopération fraternelle entre nos amis ontariens et les chefs de notre race.

C'est à cette coopération fraternelle que nous avons dû autrefois non seulement notre autonomie et nos libertés politiques, mais aussi les années de paix et de prospérité qui ont fait grandir rapidement notre Canada.

Comme bel exemple à jamais mémorable de cette coopération harmonieuse entre les chefs des deux races canadiennes, M. Gouin a rappelé l'amitié, les mutuels services et l'œuvre bienfaisante de Lafontaine et de Baldwin. Il fait de ce dernier un très bel éloge justement mérité, saluant après lui la largeur d'esprit d'un Sir John A. Macdonald, et rappelant aussi le bel exemple d'amitié donnée par M. Moore l'auteur du “Clash”.

Après un hommage ému à Sir Wilfrid Laurier, dont la pensée maîtresse fut toujours celle de cette fraternelle coopération entre les deux éléments ethniques principaux du Canada, M. Gouin finit ainsi sa belle conférence :

“Ces alliances historiques ont fondé en Amérique un peuple nouveau: notre peuple canadien; en elles s'incarne comme en un vivant symbole, l'image trois fois sainte de la bonne entente indispensable à notre survivance et à notre avancement national. Hier comme aujourd'hui, aujourd'hui comme demain, seule une collaboration fraternelle entre Ontario et Québec peut nous permettre d'ajouter à nos annales patriotiques des pages dignes de celles qui les précèdent et de ne pas interrompre l'épopée sublime de notre histoire canadienne.”

Ces idées répondent trop bien à celles que nous n'avons cessé de soutenir ici, dans la mesure de nos modestes efforts, pour que nous croyions nécessaire d'en faire le commentaire ou d'en montrer la justesse,

Retenons seulement cette vérité de raison et d'expérience: pour que la coopération fraternelle existe et se maintienne entre les deux principales races du Canada, il faut que l'une et l'autre se respectent en se considérant comme égales en droits; il faut que l'une et l'autre cessent de s'attquer à propos de tout froissement produit par leur diversité de caractère et d'humeur; il faut que l'une et l'autre apprennent à se mieux connaître par leurs qualités—elles se connaissent déjà assez par leurs défauts—et aussi à se pardonner mutuellement les manquements réels ou supposés commis par l'une et par l'autre.

Pour en arriver là, il faut que chacune considère plus ce qu'elle a à faire elle-même et moins ce qu'elle voudrait voir faire par l'autre. Pour arriver à nous aimer, car il le faut, il faut d'abord nous endurer mutuellement, il faut cesser de nous incriminer ou de nous disputer.

A chacun d'y mettre du sien.

S. D.

Beau programme

BEAU programme et juste précision, sur un sujet fondamental et trop souvent compris à demi. Que doit être une revue (ou un journal) pour répondre au titre de catholique qu'elle se donne, auquel elle prétend bien avoir droit?

C'est un sujet que nous avons déjà touché ici en passant, et que vient de traiter avec son beau talent de philosophe théologien le R. P. Sertillanges, dans une conférence publiée dans la *Revue des Jeunes*: *Le programme d'une revue catholique moderne*.

Voici quelques extraits de ce beau travail dont nous devons profiter, nous tous catholiques, qui avons bien l'intention de faire œuvre catholique dans nos écrits :

"Nous voulons nous tenir haut, afin d'élever. Or, nos hauteurs à nous, il est bien entendu que ce sont les hauteurs catholiques. Nous avons donc à être catholiques avec énergie, avec plénitude. Une revue catholique moderne, ce ne doit pas être seulement une revue pour des catholiques, par des catholiques : il s'agit de penser catholiquement et d'aider à penser, à agir, à organiser catholiquement, dans tous nos domaines.

"Il en est comme en art. Il y a des peintres qui sont chrétiens, des chrétiens qui sont peintres et qui ne sont pas des peintres chrétiens; il en est de même des directeurs et des rédacteurs dont la clientèle est catholique de nom, peu de fait, et insouciante d'un progrès auquel nul dirigeant ne l'invite. Tout autre est l'intention d'un périodique conforme à nos vœux. L'inspiration y est empruntée à la foi; toute la composition des articles et des livraisons dépend de vues catholiques; tous les appels ont pour conclusion: Soyons plus catholiques en ceci, en cela; tous les jugements signifient: Ainsi pensent, croyons-nous, l'âme catholique et les autorités catholiques.

"Être laïques au dedans de la catholicité, ne serait-ce pas plus ou moins désertier? Dût-on ne faire que de la science, de la littérature, de l'art, de l'histoire, je prétends que la pensée catholique n'en peut être absente; mais, pour une revue générale, j'y insiste, ce serait une désertion. Mettons en tête ce qui est en tête. La divinisation de la vie par le Christ, c'est le catholicisme en son essence même: une revue catholique fidèle doit donc se diviniser elle-même, si je puis dire, afin d'aider à la divinisation du monde. Sous l'empire du divin et en complète disponibilité à l'égard du Christ, elle jouera son rôle.

"Et c'est ainsi, remarquez-le, qu'elle sera quelque chose de net, de défini, qu'elle intéressera, ne fut-ce qu'à titre de document, les adversaires. Se concentrant dans son objet et se différenciant selon les diverses branches du savoir sans nulle brèche à son unité, elle exercera une pesée efficace sur tous les points d'application, parce qu'elle y ramènera toutes ses forces. La manœuvre par les lignes intérieures exige d'abord l'unité de commandement: que le Christ nous commande et nous aurons d'énergiques victoires.

"Ainsi orientée et ainsi inspirée, notre revue catholique moderne peut aborder avec confiance son programme.

"Quel est-il?"

"Demandez à ceux qui ont réfléchi, soit au front dans les longues heures méditatives des tranchées ou du vaisseau de guerre, soit ici, durant ces quatre années de récollection ardente, d'expériences et de souvenirs: ils vous diront: Ce qu'il faut procurer aux jeunes, notamment à l'élite, c'est 1o la formation de l'esprit; c'est 2o l'utilisation de la vie; c'est 3o l'action unanime; c'est 4o le sens du progrès...

"La vérité sociale, nous savons la détenir ou en avoir les amorces. Le secret des mœurs, c'est le ferment évangélique, dont nous voulons aider la pullulation. Le sens social a son type et le premier de ses moyens dans le sens catholique. Les vraies familles sont les familles chrétiennes. Les métiers sont sous l'œil du Maître, du divin Charpentier qui légifère sur eux par l'exemple et l'inspiration. La plus grande vie vient de la plus grande sagesse, la sagesse chrétienne, qui sait organiser les êtres, les garder de la corruption, régler harmonieusement leurs rapports en vue de l'aide sociale, assainir les pouvoirs, relier les nations dans une seconde paix."

Nous aimons attirer l'attention du lecteur sur cette observation du savant dominicain qu'une revue comprenant et pratiquant ainsi son catholicisme, sera "quelque chose de net, de défini, qu'elle intéressera les adversaires."

Il y a là une grande vérité qui nous est souvent apparue bien frappante dans l'observation des faits de chez nous.

La loyauté qu'estimeront nos adversaires et qui nous rendra estimables à nos propres yeux, c'est d'être catholiques entièrement, sans détour ni diminution, sans intermittence ni déguisement.

Ceci ne veut pas dire qu'il faut l'être avec témé-

rité ou même forfanterie, avec des attitudes d'orgueil ou de mépris pour ceux qui ne le sont pas. Rien de moins catholique. Mais ceci veut dire qu'il faut être catholique comme l'Eglise, qui ne dissimule jamais son caractère ni la vérité, qui pratique toujours la charité et même une saine conciliation.

J.-A. L.

Organisation des catholiques d'Italie

Nous lisons dans l'*Univers* du 16 février dernier : "Le Souverain Pontife a résolu de la manière suivante la question que les événements posaient aux membres de l'*Union populaire*, qui avait jusqu'ici groupé les catholiques sur les seuls terrains religieux, moral et social. Cette *Union populaire* allait-elle revêtir un caractère politique? Le Souverain Pontife n'a pas cru devoir l'engager dans cette voie; elle restera ce qu'elle était jadis. Mais, tandis qu'il avait demandé auparavant l'abstention des Catholiques en matière politique, il ne croit pas que les bouleversements actuels leur permettant d'abandonner la direction du pays à tous leurs adversaires; ils peuvent être les facteurs les plus sûrs de l'équilibre national. En conséquence, il détache des organisations officielles catholiques tout ce qui est politique, et il décide de laisser toute liberté aux catholiques d'Italie pour créer, sous leur responsabilité et sans engager les autorités ecclésiastiques, l'organisation politique qu'ils croiront la meilleure. C'est dans cet esprit que vient de se constituer le *Parti populaire italien*."

Il y a dans ces lignes plus qu'une nouvelle. Il y a l'indication d'une doctrine, qui a inspiré la décision prise par le Souverain Pontife pour donner une solution à la fois bienfaisante et prudente au cas particulier et difficile de la situation des catholiques en Italie. Il leur faut en effet remplir leur devoir envers le pays dont ils sont citoyens, et il leur faut par ailleurs sauvegarder les droits imprescriptibles du Souverain Pontife à la souveraineté nécessaire à son indépendance, souveraineté qui doit être non seulement réelle mais manifeste. On a dû remarquer comment le nouveau nonce apostolique à Bruxelles, Mgr Nicotra, en remettant ses lettres de créance au roi Albert, a parlé, à deux ou trois reprises, de son "auguste souverain" Benoit XV.

Les catholiques italiens, à un titre particulier, qui s'ajoute au titre général qu'ils ont comme tous les catholiques de l'univers, ont le devoir de sauvegarder la souveraineté du Chef de l'Eglise Catholique. Cette souveraineté est d'abord d'ordre spirituel, mais elle est aussi, forcément, d'ordre temporel comme l'Eglise elle-même.

La solution intervenue indiquée par l'*Univers* a pour effet de mettre les catholiques d'Italie en état de mieux remplir leurs devoirs envers leur patrie et en-

vers l'Eglise. Cette solution, d'ordre pratique, tient compte des circonstances actuelles et se conforme aux nouvelles nécessités qui font naître de nouveaux devoirs ou, si l'on aime mieux, qui adaptent les devoirs de toujours aux nouvelles situations.

J. A. B.

En Irlande

De l'*Univers* :

"Un incident à Cork.—L'évêque de Cork avait promis d'assister, dans sa ville épiscopale d'Irlande, à un meeting dont le but était d'envoyer une adresse au président Wilson, mais apprenant que le comité d'organisation de la réunion avait désigné comme devait être le principal orateur le Reverend Michaël O'Flanagan (privé de ses fonctions curiales par son évêque pour désobéissance grave et compromission avec les révolutionnaires) Sa Seigneurie écrivit au dit Comité qu'elle ne pouvait prendre la présidence d'un meeting auquel serait officiellement présent un prêtre dont les relations avec son évêque ne sont pas régulières au regard de la loi ecclésiastique.

"Le dimanche du meeting l'assurance fut donnée à l'Evêque de Cork que le Réverend O'Flanagan n'y paraîtrait pas et, sous cette condition, il renonça à son projet de s'abstenir de présider. Mais parmi les lettres lues au cours de la réunion, il y en eut une du Père O'Flanagan qui fut couverte de tels applaudissements que l'évêque de Cork crut devoir se lever et dire :

"Messieurs, vous pourrez voir par une lettre publiée dans l'*Evening Echo* de la nuit dernière, que j'avais refusé d'assister à la présente réunion pour un certain motif; après ce qui vient de se produire, je la quitte."

"Sa Seigneurie sortit alors suivie de tous les prêtres présents.

"Cet incident montre l'étrange sans-gêne de certains politiciens irlandais vis-à-vis de la hiérarchie; des leçons publiques du genre de celle que nous venons de rapporter sont absolument nécessaires pour leur faire comprendre qu'il y a des limites à tout."

Espérons qu'après avoir triomphé de la pression séculaire qu'il a surmontée, le catholicisme de nos frères d'Irlande ne se laissera pas entraîner hors la voie par les séductions autrement mais non moins redoutables de l'esprit révolutionnaire. Espérons qu'il saura s'arrêter sur la pente trop naturelle qui va de la désobéissance à l'autorité civile à la désobéissance à l'autorité religieuse.

A un gros monsieur décoré, qui lui déclarait superbement n'avoir pas la foi, le bienheureux Curé d'Ars répondit un jour: "Alors, monsieur, vous êtes donc encore bien plus ignorant que moi."

DE NOTRE DESTINÉE

LA PREMIÈRE INDUSTRIE

LORS des récents débats sur notre instruction primaire, moyenne et supérieure, de divers côtés et à plusieurs reprises, on a insisté sur le besoin de préparer les jeunes générations à l'industrie, soit en formant des ouvriers plus habiles, soit en préparant des ingénieurs industriels.

Cette préoccupation est louable et personne n'y peut trouver à redire, si on la considère en elle-même. Seulement il faut observer une juste mesure dans son application.

Lorsque l'on parle ainsi d'industrie dans un sens un peu spécialisé, et lorsque quelques-uns proposent d'adapter notre système général d'instruction à la nécessité de développer l'industrie, on semble ne pas assez se souvenir que notre première industrie est l'agriculture. Toutes les autres industries ne doivent venir qu'après celle-là et de telle façon, oserions-nous dire, que celle-ci ne soit forcée de faire aucun sacrifice de son propre développement, au développement de ses sœurs cadettes ou rivales, de telle façon que l'agriculture reçoive toujours les meilleurs et les plus efficaces encouragements de la part des gouvernants, des classes dirigeantes, de l'opinion éclairée du public. Non seulement elle mérite ces encouragements mais elle en a absolument besoin, et le pays en a besoin tout autant qu'elle.

* * *

L'industrie est nécessaire à la vie de l'humanité et au progrès du pays, personne n'en doute. Il ne faut rien faire contre les industries existantes, il faut au contraire les encourager; mais il ne faut pas les encourager aux dépens de l'agriculture et de sa sœur la colonisation. Celles-ci ont besoin de beaucoup plus d'encouragements.

Il est d'ailleurs un fait que tout le monde constate ou peut constater : le monde industriel, surtout celui de la grande industrie, comme le monde commercial, comme la classe des fonctionnaires et des employés de chemin de fer, comme celle aussi des professions libérales, ne manquent pas d'aspirants. Bien au contraire, il y a là encombrement d'offres et de sollicitations. Si l'industrie ou quelques industries ont besoin d'être encouragés chez nous, cet encouragement ne doit ni ne peut consister à leur offrir des ouvriers ni des employés de bureau. Elles n'ont pas de peine à en trouver. Ont-elles besoin d'ingénieurs ou d'ouvriers experts? Il se peut, mais la classe de ceux-ci sera toujours restreinte et pas n'est besoin d'organiser un mouvement général de nos populations vers ces spécialités.

Les encouragements que l'industrie recherche et dont elle a plus apparemment besoin, ce sont, avec la facilité de se procurer la matière première et la force motrice, les capitaux, les installations avantageuses, les facilités d'écouler ses produits. Il est clair que ce n'est pas en modifiant notre système d'instruction publique que notre province fournira ces encouragements à l'industrie, qui les attend d'ailleurs.

* * *

Quand on parle de l'industrie, il faut bien aussi considérer, à côté de ses avantages très réels, les inconvénients non moins réels qu'elle comporte.

Jusqu'ici et pour longtemps encore, les industries sont soutenues chez nous en général soit par du capital venu d'autres pays, soit par du capital venu du Canada, mais en bien petite partie des Canadiens-français. Il y a à cet état de choses financier une raison bien légitime : les capitalistes ne sont pas nombreux parmi nous. Une autre raison moins légitime, c'est que nos capitalistes ne placent guère leurs capitaux dans l'industrie. Considèrent-ils que ces placements sont plus risqués ou moins productifs? Ont-ils constaté que les débouchés pour l'industrie étaient contrôlés par des puissances financières ou politiques avec lesquelles ils n'aiment pas à coopérer ou à lutter?

Il y a, certes, certains avantages, à ce que le capital d'autres pays soutienne chez nous des entreprises industrielles qui n'existeraient pas sans lui, mais il y a aussi des dangers. Les ouvriers dépendent d'une certaine façon de l'industrie qui leur fournit du travail et un salaire. D'où l'on voit facilement que certains inconvénients peuvent en résulter dans l'ordre politique, économique, patriotique et même religieux.

Mais abstraction faite de cette circonstance spéciale, il est certain que le travail industriel dans son ensemble et dans tous les pays—le nôtre est moins menacé à ce point de vue, mais il l'est cependant bien réellement—est en proie aux menées révolutionnaires et socialistes aussi délétères pour l'ordre social que pour l'ordre religieux, aussi pernicieuses pour la famille et pour l'individu que pour la patrie.

Il est non moins certain que le travail industriel, par les groupements de population qu'il amène, ne favorise pas plus la santé des âmes que celle des corps. L'une et l'autre sont pourtant de toute première importance pour un pays. *Le mens sana in corpore sano* le premier élément de la prospérité d'un peuple comme d'un individu, que favorise la vie rurale, souffre to

jours, plus ou moins mais toujours, des conditions de la vie industrielle. Sans doute on ne peut pas établir en règle générale, et ce serait bien trop malheureux, que tous les ouvriers employés dans l'industrie subissent fatalement une déperdition de valeur morale ou de valeur physique; mais il faut bien admettre cependant que plusieurs des travaux de l'industrie épuisent d'une façon anormale les forces physiques et que plusieurs autres offrent de plus faciles occasions au libre cours des passions déréglées.

Ce ne sont pas là de petits dangers ni de petits inconvénients pour la vie nationale et la prospérité d'une jeune nation.

* * *

Il faut donc user de grande discrétion avant de pousser un peuple jeune du côté de l'industrie, et ne le faire que contraint par une inéluctable nécessité économique. Il ne suffit pas qu'un contrée offre des possibilités ou même des facilités d'installations industrielles pour que les dirigeants de cette contrée soient justifiables d'y pousser la population. Il faut que ce soit une véritable nécessité qui les y oblige.

Or cette nécessité n'existe pas chez nous, dans notre province; loin de là.

Nous n'avons pas un surcroît de population, bien au contraire. Si notre grande ville de Montréal souffre d'une agglomération de population trop considérable, exposée à souffrir de toute perturbation économique, la faute en revient, précisément, à l'excès d'industrialisme qu'on y a trop encouragé et développé. Les industries de Montréal, ville trop peuplée pour la population rurale qui l'entoure et devrait lui faire équilibre, ont aspiré d'une façon anormale et dangereuse les populations des campagnes par l'appât des gros salaires et des facilités de vie d'une grande ville.

Ces populations en souffrent aujourd'hui et tout le pays en souffre avec elles. Mais à qui la faute?

Une grande erreur économique a été commise, par la faute de bien du monde. On n'a pas vu le danger, que signalaient pourtant quelques patriotes plus clairvoyants, d'un accroissement aussi anormal et aussi factice de la population de la métropole canadienne. C'est sans doute une espèce de gloire d'avoir dans notre province la plus importante ville du Canada et nous ne prétendons pas qu'il n'en résultent quelques avantages secondaires. Mais c'est une gloire et ce sont des avantages très mêlés, qui coûtent fort cher à l'ensemble de notre population. Si la moitié des familles ouvrières qui perdent une partie de leurs forces, une partie de leur santé spirituelle et corporelle dans le grand Montréal, où le taux de la natalité diminue et où augmente celui de la mortalité infantile, où les facilités de la vie se changent trop vite en facilités de vie dissipée; si la moitié de ces familles ouvrières étaient restées à la campagne, quel beaux et bons profits pour ces familles elles-mêmes et pour

tout le pays! Quel bon profit pour Montréal lui-même, qui souffre d'un surcroît de population, dont ne profitent que quelques industries.

* * *

Pour un peuple jeune, qui a besoin de se développer et qui ne peut compter que sur le développement de sa natalité pour grandir et garder son rang, pour une contrée qui a encore d'immenses étendues de terrain à mettre en culture (sans nuire à la richesse nationale de ses forêts, qu'il lui faut conserver et entretenir), la première industrie nationale doit être l'agriculture, avec la colonisation son avant-garde.

La richesse développée par ces deux industries sœurs est une richesse stable, permanente; elle constitue un capital aussi sûr que profitable, ancré au sol même de la patrie, impérissable.

Le travail de cette industrie à part l'accroissement de capital foncier qu'il produit, à part les beaux profits matériels rémunérateurs et sûrs qu'il donne aux ouvriers de la terre, accroît encore un autre capital plus important, produit d'autres profits encore plus beaux, qu'il ne faut pas oublier.

C'est dans ce travail salubre que les forces physiques, morales et intellectuelles d'une famille et d'une race s'entretiennent et se refont; c'est dans la bonne vie rurale de chez nous que se multiplient le plus rapidement et le plus vigoureusement leurs bienfaits rejets.

Nous n'avons à ce sujet sous la main aucune statistique, mais nous ne croyons pas faire erreur, résumant nos observations personnelles et celles de nombreux amis, en disant que pour la vigueur de notre peuple comme pour le chiffre de sa natalité, il y a, entre les populations des villes et celles des campagnes, un bon tiers de différence à l'avantage de celles-ci: un bon tiers pour la quantité et un autre bon tiers pour la qualité. Ce qui fait un appoint très important pour le présent et un appoint énorme pour l'avenir, si on en calcule la progression normale.

Sans doute la facilité des voyages et l'aisance vite grandissante ont bien fait dériver dans quelques campagnes un peu des faiblesses citadines, mais il reste bien vrai cependant que notre population rurale, là surtout où elle reçoit le bienfait d'une vie religieuse normalement organisée, est encore de beaucoup la plus stable, la plus vigoureuse, la plus honnête, la plus religieuse. Et c'est elle aussi qui fournit à nos classes dirigeantes, à nos professions libérales, à notre magistrature, à notre monde politique, à notre clergé, leurs meilleurs, leurs plus solides et même leurs plus brillantes éléments.

C'est donc notre population rurale et agricole qui est notre meilleure réserve de forces nationales, notre source la plus pure et la plus abondante de progrès. C'est donc l'industrie agricole, l'agriculture et la colonisation, qu'il nous faut maintenir et dévelop-

per, qu'il nous faut soutenir, encourager, favoriser, vers laquelle il nous faut diriger le meilleur de nos efforts et de nos forces.

* * *

Il le faut absolument car si cette industrie, qui est plus et mieux qu'une industrie, est la plus nécessaire et la plus bienfaisante, c'est elle pourtant qui a le plus besoin d'encouragements.

L'agriculture est une excellente profession, sûre, rémunératrice, indépendante, mais c'est une profession dont les avantages parlent plus à la raison qu'à l'imagination. L'agriculture est comme l'honnêteté, elle est raisonnablement attirante, mais elle n'est pas passionnément séduisante. Elle promet et elle donne un bonheur calme, des avantages sûrs; elle n'enflamme par les imaginations éprises d'aventures mouvementées, les passions avides de gains rapides. C'est une profession stable; elle n'a pas l'attrait, trompeur mais très prenant, des voyages offrant du nouveau et même de l'imprévu aux vagues aspirations de la jeunesse.

Naturellement, il faut retenir les jeunes gens à la campagne; ils sont tous trop portés à la quitter; comme il faut les retenir d'ailleurs dans les sentiers du bon sens et de l'honnêteté. Si l'on veut comprendre le problème du dépeuplement des campagnes, il faut bien voir l'élément moral qu'il renferme et qui est plus important encore que l'élément économique. Il y a ainsi partie liée entre la vie rurale et la vie morale, la vie religieuse, comme il y a partie liée entre cette même vie rurale et la conservation nationale. Tout se tient ainsi dans la vie d'une nation, comme dans la vie d'un individu.

* * *

Des esprits trop superficiels et si légers que nos intérêts les plus vitaux ne semblent pas leur peser, nous disent parfois: la désertion des campagnes est un phénomène fatal, il faut en prendre son parti et l'accepter, il est le résultat du perfectionnement de la machinerie agricole.

—La désertion des campagnes est un phénomène général, mais ce n'est pas un phénomène fatal, du moins si l'on donne à ce mot le sens d'une nécessité inéluctable. Plus le mouvement est général, plus il faut s'y opposer, car plus il est funeste.

Le moyen de s'y opposer, c'est de rétablir, dans les esprits et dans les faits, la supériorité des avantages de l'industrie agricole sur les autres. Nous disons "dans les esprits et dans les faits," car il servirait de peu de favoriser l'agriculture si ses avantages ne sont pas connus, si l'on continue à entretenir à son endroit les mêmes préjugés et les mêmes préventions. Pareillement il servirait de peu de vouloir faire croire notre

jeunesse à des avantages qui n'existeraient pas dans la réalité.

Il est vrai que le perfectionnement de la machinerie agricole a rendu possible de cultiver avec moins de bras la même étendue de terrain et à libéré ainsi du travail agricole une partie de la population qui y était autrefois nécessaire. Mais on aurait dû et on devrait encore faire profiter la colonisation de cet excédent de forces agricoles. Il n'est pas considérable, car l'agriculture presque partout manque aujourd'hui de main d'œuvre.

D'ailleurs le perfectionnement de la machinerie industrielle, qui n'est pas moins réel que celui de la machinerie agricole, a libéré aussi des bras employés à l'industrie; et l'on en a profité pour donner à celle-ci de plus grands développements. L'industrie n'a pas pour cela renvoyé ses ouvriers au travail de la terre. Pourquoi donc l'agriculture a-t-elle envoyé les siens à l'industrie, qui avait besoin normalement de moins de main d'œuvre?

C'est que les dirigeants de l'une ont été plus actifs et plus prévoyants que ceux de l'autre. C'est que l'agriculture a été malheureusement trop abandonnée à elle-même. C'est, malgré les progrès accomplis, que l'on n'a pas maintenu entre l'agriculture et l'industrie des fabriques l'équilibre normal, nécessaire au bien de la nation comme au bien de l'une et de l'autre industrie. C'est que les dirigeants de notre société n'ont pas suffisamment suppléé par leur action prévoyante et énergique au manque de prévoyance et d'initiative pour les grands mouvements et les grandes orientations d'ensemble, dont seuls sont capables ceux qui embrassent tous les côtés et la totalité du problème économique d'un pays. Plus concentrée sous la direction de chefs moins nombreux et pouvant plus facilement s'entendre, l'industrie des fabriques s'est développée beaucoup plus facilement que l'industrie agricole laissée à l'initiative privée d'un ensemble excellent mais trop éparpillé dans ses efforts.

Cet aspect des deux industries, celle des fabriques et celle de l'agriculture, nous fait voir encore mieux pourquoi celle-ci doit être plus encouragée; il nous fournit une autre raison de la nécessité de lui conserver dans les faits et dans l'appréciation de nos populations, les avantages qui sont les siens, mais qui sont encore plus ceux du pays tout entier.

J.-A. LANDER.



Liberté! Liberté! en toutes choses point de liberté; mais en toutes choses justice, et ce sera assez de liberté.

JOUBERT.



L'ODYSSEE DE M. WILSON



M. Woodrow Wilson est un honnête et intelligent sophiste, rempli de bonne volonté, de noble idéal et de généreuses utopies, tranchant comme un pédagogue, foncièrement pacifiste et n'ayant pas encore tout-à-fait oublié son ancienne formule, qui lui fut très chère, de la "paix sans victoire", confiant dans l'humanité, y compris l'humanité allemande, mettant son espoir suprême dans la démocratie universelle comme panacée sociale, (lui qui pourtant est plus autocrate peut-être que l'ancien tsar de Russie), sûr de dompter à tout jamais la cupidité et la brutalité allemandes avec le papier d'un traité international et sans limites, croyant écarter les objections même les plus sérieuses rien que par la répétition à longue haleine de ses arguments favoris, armé d'une connaissance de l'Europe purement livresque et très peu profonde, et partant pour la France, il y a quelques semaines, contre le gré du Congrès et du peuple américains, avec l'assurance et la calme détermination d'un médecin entreprenant qui se fait fort de guérir son malade, du premier coup avec, un serum de son invention. "M. Wilson, écrivait l'ancien président M. Taft, dans le *New-York Herald* du 23 décembre 1918, *is master of an inspiring style of promise, in which he encourages hopes of ideals and awakens enthusiasm of popular expectancy without committing himself to constructing suggestions of a definite method of achievement*". Ces lignes de M. Taft ressemblent trop à un "instantané" de M. Wilson pour que nous entreprenions de les traduire.

Voilà donc l'homme qui nous est revenu récemment d'Europe, après une odyssee mémorable, avec un plan de pacification universelle et perpétuelle dans la poche de sa redingote.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait de sa force intellectuelle pour guider le monde, il faut reconnaître à M. Wilson une volonté de fer. Son départ pour l'Europe, il y a près de trois mois, souleva une telle tempête de critiques, au Congrès et dans le peuple américain, qu'il a dû trouver la mer élémentaire après avoir essuyé cet orage sur terre. Un avocat distingué de New-York, M. Archibald R. Watson, alla même jusqu'à déclarer, dans une entrevue accordée à la Presse Associée, le 28 novembre dernier, que M. Wilson cessait d'être président des Etats-Unis par le fait même qu'il quittait le territoire américain. Son opinion est assez curieuse pour être citée: "L'absence du président en pays étranger se trouve empêchée par l'Acte du Congrès du 16 juillet 1790. Cet Acte fixe le siège permanent du gouvernement, le et après le premier lundi de décembre 1800, dans le District de Columbia, et pourvoit expressément à ce que tous

les devoirs de tous les fonctionnaires attachés au siège du gouvernement soient exercés dans le District de Columbia, et non ailleurs. Le Président Wilson cesse donc d'être président, si ce n'est de nom, du moment qu'il met le pied sur un sol étranger". Mais M. Wilson en avait entendu bien d'autres; et la consultation gratuite de M. Watson ne l'arrêta point. D'ailleurs, un démocrate n'a pas coutume de s'embarasser des traditions. "Il a la lumière," et il marche. Et M. Wilson s'embarqua pour la France, avec Madame Wilson.

Nous n'avons pas l'intention de raconter aux lecteurs de la *Vie canadienne* toutes les réceptions et toutes les fêtes qui furent données, en Europe, au président des Etats-Unis. Les gouvernements et les peuples alliés étaient heureux de témoigner au chef de la grande nation américaine leur reconnaissance pour l'aide puissante qu'ils en avaient reçue, à l'heure la plus critique de la guerre; et ils firent très bien de fêter M. Wilson. C'était un acte de justice; et il fut largement et généreusement accompli. Le président, du reste, l'a maintes fois et gracieusement reconnu, au cours de son voyage.

Ce qui nous intéresse, dans l'odyssée présidentielle, ce sont les idées de M. Wilson plutôt que les déplacements de sa personne. Le voyage du président nous a paru avoir été très heureux, sous le rapport de la ponctualité dans l'horaire et de l'enthousiasme dans la réception. Mais quel sort ont eu les idées favorites de M. Wilson, lorsqu'elles sont venues en contact avec les traditions et les intérêts de la politique européenne, voilà ce que nous voulons essayer de dire à nos lecteurs.

Le président des Etats-Unis est parti pour l'Europe, en décembre dernier, avec les cinq idées fondamentales de ses quatorze "commandements", comme dirait Clémenceau, bien ancrées dans son esprit. Et ces cinq idées fondamentales étaient: l'abolition du secret dans la diplomatie, la liberté des mers, la suppression des barrières économiques, la réduction des armements, et, enfin, *the last but not the least*, la ligue des nations. Si vous ajoutez à ces grandes thèses wilsonniennes, la théorie essentiellement démocratique de la libre détermination (*self-determination*) des peuples, que le président n'a cessé de proclamer sous tous les cieux,—théorie en vertu de laquelle l'Etat du Minnesota, ou n'importe quel autre Etat de la confédération américaine, pourrait, un jour, réclamer logiquement son indépendance du gouvernement de Washington,—vous avez toute la moelle de la doctrine diplomatique de M. Woodrow Wilson.

Acclamé comme un sauveur de l'humanité et

salué du nom de "Wilson le Juste", à son arrivée en Europe, le président des Etats-Unis, après une tournée triomphale en Angleterre et sur le continent, entra à la Conférence de la Paix ployant sous les fleurs; mais non sans avoir entendu tomber de la bouche du président Poincaré de graves et solennelles affirmations sur la nécessité de punir les coupables de la guerre et de les forcer à réparer le mal inouï qu'ils ont fait. Cette note grave, et beaucoup plus précise que le plus clair discours de M. Wilson, se retrouva dans l'allocution d'ouverture que prononça, à la Conférence, le 18 janvier, le président de la République française: "Vous ne chercherez donc que la justice, disait M. Poincaré aux délégués de la Conférence... Mais la justice n'est pas inerte; elle ne prend pas son parti de l'injustice; ce qu'elle réclame, d'abord, lorsqu'elle a été violée, ce sont des restitutions et des réparations, pour les peuples et les individus qui ont été dépouillés et maltraités. En formulant cette revendication légitime, elle n'obéit ni à la haine, ni à un désir instinctif et irréfléchi de représailles; elle poursuit un double objet; rendre à chacun son dû et ne pas encourager le recommencement du crime par l'impunité. Ce que la justice réclame encore, sous l'influence des mêmes sentiments, ce sont des sanctions contre les coupables et des garanties efficaces contre un retour offensif de l'esprit qui les a pervertis. Et elle est logique en demandant que ces garanties soient données, avant tout, aux nations qui ont été et qui peuvent être encore les plus exposées à des agressions ou à des menaces, à celles qui ont maintes fois risqué d'être submergées sous le flot périodique des mêmes invasions."

Ce fut le deuxième choc du grand rêve wilsonnien de la "paix blanche" avec la réalité européenne. Clémenceau lui avait donné le premier, à la Chambre française, le 29 décembre, lorsque, solidement campé sur le terrain de la réalité française, il avait dit, en parlant de la guerre: "La France se trouvait dans une situation particulièrement difficile. C'était le pays le plus rapproché de l'Allemagne. L'Amérique était éloignée; il lui a fallu longtemps pour entrer dans la guerre. L'Angleterre est entrée immédiatement à l'appel de M. Asquith. Nous avons souffert et combattu; nos hommes ont été fauchés, et nos villes et nos villages ont été détruits... Il existe un vieux système d'alliances appelé *l'équilibre des puissances*. Tout le monde a l'air de le condamner aujourd'hui; si l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et l'Italie avaient été d'accord pour dire que, quelle que soit la puissance qui attaquerait l'une d'entre elles, ce serait l'équivalent d'une déclaration de guerre au monde entier, la guerre n'aurait jamais eu lieu. Ce système, d'ailleurs, auquel je n'ai point renoncé, sera ma pensée directrice, à la Conférence de la Paix, si votre confiance m'y envoie".

Le premier choc du rêve wilsonnien avec la réalité française fut si rude que M. Wilson en perdit presque

sa sérénité académique, et son discours de Manchester, prononcé vingt-quatre heures après celui de Clémenceau, sentait un peu la poudre, lorsqu'il y déclara catégoriquement que la politique des alliances avait fait son temps. Mais l'odeur de la poudre devint encore plus forte, lorsque, le lendemain même du discours de Manchester, exactement le 31 décembre, la Presse Associée des Etats-Unis publia une déclaration des plus belliqueuses de M. Daniels, le ministre de la marine américaine, où on pouvait lire cette espèce de défi: "C'est ma ferme conviction que, si la Conférence de Versailles n'a pas pour résultat de mettre fin aux armements navals chez toutes les nations, les Etats-Unis devront donner leurs hommes et leur argent pour créer ce qui sera incomparablement la plus grande marine du monde". Les Etats-Unis décidés à créer la plus grande marine du monde, si M. Clémenceau n'est pas sage et ne vote pas tous les projets de M. Wilson, à la Conférence! Vous voyez d'ici l'effet de cette formidable déclaration, — qu'un député du Michigan au Congrès de Washington, M. Currie, a appelé, en pleine Chambre, "a contemptible bluff", — sur les délégués anglais à la Conférence de Paris. Et, comme pour appuyer sa menace, M. Daniels, sous l'inspiration évidente de M. Wilson, présentait au Congrès son projet d'armement naval, qui devait donner aux Etats-Unis, dans trois ans, entre autres nombre vaisseaux de guerre, dix dreadnoughts. Nous prions les lecteurs de la *Vie canadienne* de noter que cette menace du président Wilson a été répétée par son gouvernement, sur l'envoi d'un câble urgent de Paris par le président lui-même, au commencement de février, à la veille du jour où M. Wilson a lu son projet de la Ligue des Nations à la Conférence. Décidément, pour un président pacifique, voir pacifiste, M. Woodrow Wilson ne recule pas devant les arguments belliqueux. Mais le Sénat américain ne l'a pas entendu de cette oreille-là, et sa commission des Affaires navales a écarté le projet Wilson-Daniels sans plus de cérémonies. Toutefois, le coup avait porté; et le grand journal politique de Londres, le *Spectator*, écrivait, le 7 février, que "le nouveau projet naval américain a causé beaucoup de surprise et pas une petite inquiétude dans notre pays". Si c'eût été Roosevelt qui eût fait le coup naval de Wilson, la presse mondiale n'eût certainement pas manqué de parler du "big stick". Mais c'était Wilson le Pacifique, Wilson le Juste! Et le tout a passé comme une lettre à la poste... excepté au Sénat des Etats-Unis.

Mais le fameux coup naval ne devait pas être la seule surprise de l'odyssée Wilson. Depuis sa visite en Angleterre, on s'est aperçu que le président des Etats-Unis ne parlait plus, dans ses vagues et retentissants discours, de la liberté des mers, qu'il a proclamée, au moins en dix circonstances différentes, avant son départ pour l'Europe, nécessaire à la paix du monde. Des gens bien informés, auprès desquels nous nous sommes enquis du sort de cette sœur jumelle

de la Ligue des Nations, nous ont laissé entendre que la diplomatie secrète s'en était chargée. Nous ne nous en occuperons donc plus, ayant pour elle encore moins d'affection qu'en avait lui-même le président Wilson, aux jours de sa jeunesse diplomatique.

D'ailleurs, la Ligue des Nations a suffi, à elle seule, pour occuper l'attention de M. Wilson et de ses collègues de la Conférence, depuis le 18 janvier jusqu'au 14 février, date où le président s'est embarqué pour son voyage de retour, avec l'impression très vive d'avoir gagné la première manche de la formidable partie diplomatique, où il s'est montré joueur acharné et redoutable.

Le malheur a voulu, cependant, que l'attention des joueurs attablés autour du tapis vert du Quai d'Orsay, fût tellement absorbée, pendant ces grandes semaines de discussion, qu'elle ne prêtât aucun intérêt à la réorganisation de l'armée allemande que préparait, dans l'ombre, là-bas, aux portes de la Pologne, le maréchal Hindenburg. Il a fallu le puissant cri d'alarme de Foch et de Clémenceau pour rappeler au président Wilson qu'avant de travailler à préparer la paix de l'an 2000, suivant la pittoresque expression du sénateur Lodge, du Massachusetts, il devait assurer la paix de l'an 1919. Et, le 17 février, le maréchal Foch arrivait à Trèves, avec un bon papier dans sa poche, où pas un des quatorze points de Wilson ne se trouvait, mais où, en revanche, M. Mathias Erzberger pouvait lire, sans lunettes, l'ordre formel d'avoir à

démobiliser au plus tôt l'armée allemande, sauf 250,000 hommes réservés à la police du territoire allemand. Et la France respira, et le monde avec elle, pendant que M. Wilson, content de son manuscrit sur la Ligue des Nations, s'embarquait pour les Etats-Unis, où il arrivait, le 23 février, au milieu d'un brouillard intense, qui faillit jeter son navire sur la côte de la Nouvelle-Angleterre.

Pendant son séjour en Europe, l'opposition à son projet de la Ligue des Nations s'est fortifiée au Sénat américain, républicain depuis le 4 mars, jusqu'à devenir redoutable et jusqu'à donner des inquiétudes sérieuses au président. Et la diplomatie européenne paraît se ressaisir et se préparer à une discussion serrée des 26 articles de la ligue wilsonnienne.

Prise entre ces deux oppositions, qui se dessinent de plus en plus fortement, la Ligue des Nations sortira-t-elle vivante des formidables discussions qui s'annoncent? C'est ce qu'il nous est impossible de dire. Dans tous les cas, si le projet favori de M. Wilson doit faire des nations de l'Entente, et de la France, en particulier, des dupes de l'Allemagne, à la manière du trop fameux pacte de la Haye, nous souhaitons, de tout notre cœur, quelque indiscutable que puisse être la sincérité de son éminent promoteur, que ce projet échoue misérablement, et le plus tôt possible.

P. LEDROIT

LETTRE DE FRANCE

ETIENNE LAMY



L'ÉMINENT écrivain catholique français, qui vient de s'éteindre à 73 ans, en pleine possession d'une renommée toujours grandissante, aura eu une destinée singulière. Il était doué pour parler, aussi bien que pour écrire; même, il remporta, très jeune, de beaux succès oratoires qui lui procurèrent, tout de suite, une véritable célébrité. Or, il y a de cela juste quarante ans. Depuis on compterait sur les doigts (et sur les doigts d'une seule main) les occasions où notre public entendit ce noble et brillant orateur. Les Français de chez nous qui ont pu l'applaudir ne sont pas nombreux. Les Canadiens ont été plus favorisés, puisque, lorsque à une date assez récente il alla leur rendre visite, il prit plusieurs fois la parole. Ils ont pu juger de son talent.

Pourquoi cette éloquence avait-elle, en quelque sorte, cessé de retentir parmi nous? Sans doute, depuis une quinzaine d'années surtout, l'Académie a souvent entendu la voix du célèbre orateur. Mais à l'Académie, on lit; on ne parle pas, du moins, ce qui s'appelle proprement parler, avec abandon, avec ani-

mation, comme à la Chambre ou dans les Congrès. Les discours et les rapports dont, assez fréquemment, M. Lamy donnait lecture en séance académique étaient tous de beaux morceaux littéraires très substantiels et très élégants, où vibrait toujours quelque accent religieux et où volontiers s'affirmait la pleine croyance doctrinale. Ils étaient lus à merveille, d'une voix douce mais émouvante, avec les inflexions et des nuances qui manifestaient un art très complet, très sincère. Encore une fois, pourquoi donc cet orateur s'en tenait-il au genre académique, lui qui avait eu d'autres succès et qui avait débuté avec éclat sur la scène parlementaire? Evidemment la politique continuait de l'intéresser, puisqu'elle lui inspirait des études variées, sous forme d'articles de revue ou sous forme de livres.

On serait disposé à expliquer le fait par une raison très simple, qui semble péremptoire et qui cependant a le défaut d'être trop simple. On aurait envie de dire que, n'étant plus député depuis 1881, M. Lamy se trouva naturellement écarté de la tribune pendant trente-sept années; ce qui, pour bien des hommes, représente ou dépasse la plus grande partie de leur

vie publique ou de leur activité intellectuelle. Sans doute; sans doute; c'est clair et même trop clair, car M. Lamy aurait pu essayer de redevenir député en se représentant, soit dans sa circonscription d'origine (le Jura); soit, comme cela est arrivé à beaucoup de victimes du suffrage universel, en cherchant un siège dans un autre département. Or, après une douzaine d'années, M. Lamy fit, dans le Jura, une tentative qui ne pouvait guère aboutir et qu'il semblait risquer surtout par acquit de conscience. Car il était animé de l'esprit de droiture et de devoir et il avait le courage que donne une conviction profonde. Après l'échec (le deuxième) c'en fut fini de la carrière politique pour l'homme éminent qui paraissait surtout destiné à celle-la.

Faut-il accuser M. Lamy de versatilité ou de défaillance ou de quelque autre petitesse analogue? Non, non; pas du tout. S'il ne s'était agi que de cela, je l'aurais noté, sans entreprendre une analyse que probablement nos lecteurs trouvent plus ou moins superflue.

Elle ne l'est pas; et ils vont le voir.

Ce que l'on peut appeler "le cas" de M. Lamy est tout autre chose que le cas d'une personnalité même très brillante et très importante; et même plus encore que la crise d'un parti. Dans l'épreuve imposée à M. Lamy, il y avait, (et il y a toujours) un exemple j'allais dire une synthèse de la crise profonde de laquelle, depuis bientôt un demi-siècle, la France toute entière est la proie.

Agé de vingt-cinq ans en 1871, c'est-à-dire ayant juste l'âge nécessaire pour siéger à la Chambre, M. Lamy était dès lors ce qu'il devait être toujours: républicain et catholique. Tout de suite il se donna pour ce qu'il était. Il marcha avec le parti qui voulait établir définitivement la république et il vota toutes les mesures dirigés contre les groupes monarchiques. Dans la fameuse lutte dite du Seize Mai (mai et octobre 1877) il fut soutenu par le parti républicain rassemblé en une seule masse.

Voilà donc la République fondée. Mais il y a République et République, ou politique et politique. La République et la politique de M. Lamy n'étaient pas celles du parti qui venait de diriger la lutte et d'y triompher. Loin d'être catholique ou d'avoir, faute d'aucune sympathie, au moins un certain respect pour le catholicisme, les Gambetta, les Jules Ferry, les Paul Bert, etc., étaient profondément et passionnément anti-chrétiens. La lutte contre les influences et surtout contre les croyances religieuses formait un des articles essentiels de leur programme politique, ou plutôt l'article essentiel; car ces républicains-là auraient parfaitement renoncé à la forme gouvernementale qui leur était si chère, s'il leur avait fallu choisir entre elle et "l'œuvre d'irreligion" qu'ils ambitionnaient d'accomplir. Je n'hésite pas à employer les mots "œuvre d'irreligion", car ils sont très exacts. Ce sont ceux mêmes dont, devant la Chambre, vingt-cinq ans plus

tard (8 Novembre 1906), se servait fièrement le nouveau ministre du travail M. Viviani. Dès 1876, et même bien auparavant, était composé le programme qui comportait l'expulsion des congréganistes enseignant dans les écoles publiques; la fermeture des écoles libres dirigées par des congréganistes; la dispersion des congrégations; la destruction progressive du Concordat; l'établissement d'une complète législation destinée à réaliser l'athéisme administratif, gouvernemental et social. En 1879, commença cette guerre irreligieuse. On s'attaquait d'abord aux Jésuites.

Dans cette circonstance mémorable, comme aussi ensuite, M. Lamy eut la plus belle attitude. Quelques lignes d'un très remarquable article que vient de lui consacrer dans le *Correspondant* M. Edouard Trogan, son successeur à ce poste, résumant ce qu'il faut dire des éloquents, des héroïques discours prononcés alors par Etienne Lamy: "Ce jour-là, sans abandonner ses préférences pour la République, le député du Jura se sépara des républicains, ou du moins de la grande majorité d'entre eux. Gambetta ne le lui pardonna jamais. Il lui avait toujours réservé, *in petto*, un portefeuille dans le ministère le jour où il se déciderait à en former un; et il notifiait ainsi son *exclusive* au jeune indépendant:—Vous venez de brûler vos vaisseaux!—Le tribun s'exprimait mal: M. Lamy venait seulement de se refuser à ramer sur une galère anti-cléricale, alors que pour lui République voulait toujours dire liberté.

En prononçant ces admirables, ces magnifiques discours, M. Lamy avait consciemment et résolument sacrifié sa situation et son avenir politique. Il avait fait plus et mieux: il avait dévoilé le véritable caractère, le véritable esprit du programme qui allait occuper et agiter la France durant une quarantaine d'années. Il avait démontré que la lutte si grave qui s'engageait était, sous un prétexte politique, une grande entreprise d'irreligion.

Bien entendu, on ne voulut pas le croire; mais il comptait qu'on lui rendrait justice plus tard; et c'est ce qui est arrivé; et c'est ce qui est aujourd'hui manifeste. Beaucoup de républicains reconnaissent que la politique qu'il défendait était la seule équitable, la seule digne de la France.

Tout de suite, M. Lamy prit allègrement son parti d'un ostracisme qui, il le savait, ne devait point désarmer. Les assemblées parlementaires lui étant interdites par l'implacable rancune de ses anciens amis politiques (ses ennemis désormais, et pour toujours) il mit au service des deux causes qu'il aimait le plus:—la Religion et la France—la carrière littéraire que lui réservait son beau talent d'écrivain.

D'ailleurs, la littérature était bien son troisième amour. Des premières pages aux dernières, ce qu'il a écrit porte la marque d'une véritable passion pour l'élégance, pour la noblesse et pour la finesse du style. Parmi ces volumes intitulées *Etudes sur le second Empire*,—*La France du Levant*;—*La France de Demain*.

—*Aimée de Coigny*—; parmi une quantité d'articles de revue, dont chacun est, en quelque sorte, un chapitre de notre histoire contemporaine, pas une phrase, pas une vraiment, qui soit négligée. Plus encore que le respect de la phrase, il avait le culte de l'idée. Certain de ses amis lui reprochait de mettre dans ses phrases, "moins de mots que d'idées". Il y a là quelque chose de vrai. Mais quel amour et quel sens de l'harmonie et de la distinction! Comme le dit M. Trogan, dans l'article que j'ai déjà cité: "La beauté littéraire l'a séduit très jeune et, comme toutes les passions, elle l'a quelquefois conduit un peu loin des sentiers battus du vulgaire. Il aime balancer la pensée, aménager des contrastes, affiner des antithèses. De là un plaisir exquis et rare à déguster..."

Dans le monde académique, où les incroyants ne manquent pas, l'écrivain catholique s'attira très vite

une considération toute spéciale. Certains de ses discours furent admirés à la façon des modèles. Quand la place de secrétaire perpétuel devint vacante, on l'y nomma comme l'écrivain tout désigné pour la remplir.

Il termina sa vie par un grand acte de générosité où s'unissent les sentiments du patriote et du chrétien. Il consacra une somme de 500,000 francs, (presque tout ce qu'il possédait) à favoriser la repopulation c'est-à-dire à encourager, par des prix annuels, les familles nombreuses, pauvres et méritantes. Comme les hommages des lettrés, la reconnaissance des humbles salue la mémoire de l'écrivain dont toute la vie a été un noble enseignement.

EUGÈNE TAVERNIER.



The Social Crisis in England

BY HENRY SOMERVILLE, M.A. *Professor of Sociology, St. F.-X. College, Antigonish, N.S.*



THE present condition of England is not at all healthy. Those who hoped that the comradeship of men of all classes in the trenches would lead to greater social harmony after the war have been disappointed. There never was a time when labour unrest was more threatening, than it is today. It would be a bad thing for any writer to give a despairing account of the country's future. Depression is a dangerous vice for a patriot during the critical times of peace as well as of war. Personally I am not at all inclined to despair, but I realize that the greatest courage and determination is necessary if England is to be saved from civil disorder and economic ruin in the days ahead.

The facts are these. During four years Britain has borne the principal economic burden of the war. She has borrowed billions of dollars and she will be burdened for generations with their repayment. The vast securities she held in America, the mortgages on American real estate, the shares in American railways, banks and every kind of industrial enterprise have mostly been liquidated during the war in order to raise ready money. Instead of Britain receiving millions yearly in interest and dividends from America she will now have to be paying millions. Nearly a million of Britain's able-bodied men have been killed; a still greater number have been more or less seriously disabled; roads have gone out of repair; public utility works of every kind have been at a standstill; existing capital stock has depreciated; no building has been done for four years except for war purposes; and consequently there is a house famine and a school famine, and so on.

Britain has to make up for all this destruction. Obviously the only way to do this is by increased pro-

duction. But apparently this obvious necessity is not perceived by a great many of the British people. Demands are put forward for shorter hours of labour and increased wages so that the standard of comfort generally may be higher than it was before the war. And to enforce these demands strikes are daily occurring in the basic industries of the country. A strike, of course, is a stoppage of production. It is so much dead loss to the country, so much more weight to the crushing burden that the nation already bears. What is the result? Industry is paralysed. Business men are afraid to make contracts because they never know when their works may be closed down by a strike either among their own employees or in connected industries. Foreign competitors gain British export trade and unemployment exists as a growing problem.

This manner of writing implies condemnation of strikes and of strikers. I do not hesitate to utter this condemnation. He is no friend of labour who only flatters labour irrespective of right or wrong. As a matter of fact, the strongest condemnations of the present strike movement in England have come from veteran leaders of labour unions who are aghast at the new spirit of irresponsibility that is rampant. It is true that the past policy of the employing classes is largely to blame for the present difficulties. In the days of their power employers were often ruthless exploiters and profiteers. Now that labour enjoys strategic advantages we find many sections of the working classes showing the same ruthlessness. But this does not alter the fact that the present spirit of disorder must bring calamity to the whole nation, the wage-earners themselves included.

The urgent business of every patriot is to restore

social harmony, to make all men see that the mutual interests of capital and labour are more important than the conflicting interests. Perhaps the best way of doing this is to preach duty before interest. I believe working men will respond to appeals to higher motives when they will be deaf to appeals on lower grounds. At any rate, the Catholic appeal must be an appeal to duty, and I believe the Catholic Social

Guild is going to do a great service to the nation by putting before Catholic working men their solemn duty of subordinating their personal and class interests to the interests of the community. It needs courage to do this. Labour in power has its flatterers as kings and emperors have flatterers when they are in power. But the truth that it is important to tell is nearly always the truth that requires courage in telling.



Les vues du Cardinal Rampolla à la veille de la Guerre de 1914



Très important article de Mgr Odelin, Vicaire général de Paris, emprunté à la "Revue hebdomadaire."

LE samedi 20 septembre 1913, j'arrivais au palazzetto Sainte-Marthe, à 10 heures moins le quart. Ce palazzetto était la résidence du cardinal Rampolla, préfet de la Basilique de Saint-Pierre, ancien secrétaire d'Etat de Léon XIII. Je ne manquais jamais d'aller lui rendre visite à chacun de mes voyages à Rome, comme à un grand ami de la France. Il ne dissimulait pas la satisfaction que lui causait la visite des Français. Au mois de septembre les étrangers ne sont pas nombreux dans la Ville Eternelle, surtout le jour de la fête du *vinti settembre*. Il n'y avait personne dans l'antichambre.

Après quelques minutes d'attente, je suis reçu par le cardinal Rampolla. Il me dit des choses fort aimables; puis, comme un homme qui n'est pas pressé et qui est heureux de causer, les yeux mi-clos dans l'attitude du recueillement, les mains appuyées sur les bras du fauteuil où il est assis, il me parle de la France, de la renaissance religieuse. "Malheureusement, dit-il, les catholiques français sont toujours divisés. Car pour agir sur l'opinion, il faut être une force et les unités, les individus, les petits groupes, les petits partis ne comptent pas: seules les grandes associations, les nombreuses collectivités sont une force.

"L'heure est grave pour la France: elle n'a pas un instant à perdre: heureusement pour elle la loi de trois ans de service militaire a été votée par le Parlement; il faut qu'elle se dépêche d'organiser son armée. L'organisation militaire de l'Allemagne a atteint la perfection. Si dans la guerre européenne qui se prépare, qui est fatale, et dont la guerre des Balkans vient d'être le premier acte, la France était de nouveau vaincue, ce ne serait pas seulement un immense malheur pour la France, ce serait un malheur immense pour l'Eglise, car ce serait le triomphe du luthéranisme et un recul de la civilisation.

"La France est nécessaire à l'Eglise, parce qu'en dépit de son gouvernement, elle est une nation catholique et toujours malgré tout sa fille aînée. La Papauté est nécessaire à la France, comme à l'Italie,

comme à l'Espagne, au Portugal, aux peuples latins. Ils devraient se rattacher à la Papauté, comme à leur principe de force, comme au centre de la civilisation, même au point de vue politique et social. La véritable civilisation est dans les races latines unies à la Papauté.

"C'est pour cela que la franc-maçonnerie s'est attaquée aux peuples latins, et d'abord à la France. L'Italie est guettée par la Révolution; l'Espagne peut y tomber demain, comme le Portugal.

"L'affaire des Balkans vient d'être réglée par la paix de Bucarest: mais c'est un règlement précaire, provisoire.

"L'Autriche, qui aurait pu avoir l'hégémonie sur les peuples balkaniques, n'a pas su avoir une politique décidée, dès le début de la guerre—elle est toujours hésitante et en retard—et l'hégémonie passera forcément à la Russie.

"La Serbie propose un Concordat au Saint-Siège, elle le fait un peu pour échapper à l'Autriche qui exerce un protectorat sur les catholiques de Serbie. Elle embarrasse bien sans doute le Saint-Siège qui ne voudrait pas déplaire à l'Autriche, puissance catholique. Et cependant il y a dans ce Concordat des espérances pour le catholicisme.

"La Bulgarie qui a bien commencé dans la guerre balkanique a mal fini: elle est vaincue, ce qui est toujours un désavantage. Elle a des œuvres catholiques vivantes: de ce côté le catholicisme a des espérances.

"Avec la Grèce, le catholicisme n'a rien à espérer: là plus qu'ailleurs il y a le fanatisme du schisme.

"En Russie, l'Ukase de liberté religieuse de 1904 est resté lettre morte, par le fait de la bureaucratie: il y a des persécutions continuelles contre les catholiques. Toutefois les mariages mixtes produisent des conversions au catholicisme, une centaine par an, et fondent des familles catholiques.

"L'heure est grave pour la France, je vous le répète. L'Allemagne a la supériorité militaire: elle a également la supériorité diplomatique. Voyez ce qui vient de se passer pour la Grèce. Là, la politique de la France avait été sage, habile. Et voilà que la Grèce lui échappe et va se jeter dans les bras de l'Al-

Allemagne, hostile cependant à son émancipation de la Turquie.

"Il faudra que le Gouvernement français reprenne les relations avec le Saint-Siège. Pour cela, il faut agir sur l'opinion: de lui-même le Gouvernement n'osera rien faire, bien que l'intérêt de la France exige ce rapprochement pour la question du protectorat et pour ce qui se prépare en Orient."

La conversation avait pris fin: je me retirai émerveillé de la claire vue, de la haute intelligence de ce grand homme d'Etat. En rentrant à la Procure de Saint-Sulpice, je jetai sur le papier les lignes qu'on vient de lire, et je les communiquai par la suite à qui de droit.

Ce que m'avait dit le Cardinal Rampolla sur le rôle de l'Autriche dans les Balkans me préoccupait. J'allai aux renseignements; je les puisai à une source très sûre, et je les transcrivis tels qu'ils m'ont été donnés.

Après l'expérience de 1887 (l'intervention sollicitée du Pape par l'Empereur Guillaume auprès du Centre allemand pour le vote du septennat militaire), Léon XIII avait compris qu'il ne pouvait rien attendre de l'Allemagne associée, comme l'Autriche d'ailleurs, avec l'Italie, qui pût donner satisfaction aux vœux du Saint-Siège. Il se retourna donc du côté de la France et s'employa, de son mieux, à favoriser la conclusion de l'alliance franco-russe qui faisait sortir la France de son isolement. Mais Léon XIII et le cardinal Rampolla trouvaient que l'Empire russe ne pouvait pas s'étendre sur les Slaves du Sud. Ils eurent

donc la pensée de favoriser la création d'une Confédération balkanique à la tête de laquelle eût été placée l'Autriche. L'Autriche entraînait alors dans l'alliance franco-russe, pour former une autre triple alliance; l'ancienne triple alliance devenait une double alliance; l'Allemagne était isolée et cessait d'être une menace pour la France et pour l'Europe. En même temps la Confédération des Slaves du Sud faisait équilibre au Slavisme du Nord et à la Russie.

Mais les chancelleries ne sont pas à l'abri des indiscretions: l'Empereur d'Allemagne eut vent de ce projet élaboré par Léon XIII et le cardinal Rampolla. A la mort de Léon XIII, il intervint au Conclave par l'intermédiaire de l'Autriche, et fit opposer, par le cardinal Puzina, l'exclusive à l'élection du cardinal Rampolla.

Trois mois après cette conversation, en décembre 1913, le cardinal Rampolla mourait. Sept mois après, cette guerre européenne qu'il prévoyait, qu'il annonçait avec tant de sûreté, éclatait, déchaînée par l'Allemagne. Elle a mis en présence la Kultur matérialiste et la civilisation chrétienne. Cette dernière a triomphé: le Congrès qui vient de s'ouvrir va consacrer ce triomphe par un remaniement de la carte d'Europe. Il nous a semblé utile, de rappeler, à cette heure unique de l'histoire, les vœux de Léon XIII et de son secrétaire d'Etat, sur la politique européenne.

H. ODELIN.



Bataille de Chateauguay

(Respectueusement dédié à l'honorable Sir Lomer Gouin, K. C. M. G., P. M.)



"La trompette a sonné : l'éclair luit, l'airain gronde;
Salaberry parait, la valeur le seconde,
Et trois cents Canadiens qui marchent sur ses pas,
Comme lui, d'un air gai, vont braver le trépas."

J. D. Mermet.

Avide de conquête, et bouillante de sève,
La Nouvelle-Angleterre avait formé le rêve,

Aussi grand que sa vanité,
D'affranchir nos foyers d'une rude tutelle
Et de hisser au mât de notre citadelle

Le drapeau de la liberté !

Or, dans les sombres jours de l'an mil huit cent-treize,
L'armée américaine évoluait à l'aise,

En bénissant l'heureux destin;
Car elle avait brisé les nombreuses entraves
Que les Hauts-Canadiens, moins fortunés que braves,
Avaient mises sur son chemin.

A Québec ! clame-t-elle, avec des cris de joie !
A Québec ! en avant ! C'est Dieu qui nous envoie

Pour sauver la vieille cité !
Et, fière d'accomplir une tâche si belle,
Elle s'en vient cueillir, pour son pays, pour elle,
La gloire et l'immortalité !

* * *

Nous sommes en octobre. Une brise plaintive.
Caresse le feuillage où l'été se ravive
Sous un soleil encore ardent.
Partout la voie est libre, et la joyeuse armée
S'avance en écoutant les chants de la ramée
Et le murmure du torrent.

Quel riche et beau pays ! Quelle grande conquête !
S'exclament tour à tour, en redressant la tête,
Le général et le soldat !
Car ces gaillards grisés par leurs succès faciles,
Rêvent qu'ils sont déjà les maîtres de nos villes,
Les conquérants du Canada !

Mais l'armée a fait halte. On répand la nouvelle
 Qu'un homme, sous le bois, active sentinelle,
 Monte la garde, l'arme au bras.
 Le général Hampton, cœur d'or un peu sceptique,
 Riposte à ses soldats, sur un ton sarcastique :
 Un laurier de plus sur nos pas !

—Souffrez, hasarde un vieux, que je vous contredise;
 Les Canadiens français, sous leur capote grise,
 Sentent vibrer un cœur altier.
 —Peut-être ! fait Hampton, avec un fin sourire,
 Mais j'ai, dans mon enfance, entendu parfois dire
 "Qu'ils ne sont bons rien qu'à prier"...

* * *

Là-bas, dissimulés sous l'épaisse ramure,
 Des Canadiens français, à la mâle figure,
 Attendent les envahisseurs.
 Ils ne sont que trois cents pour affronter sept mille !
 Leur tâche est téméraire et peut-être inhabile,
 Mais Dieu soutient nos voltigeurs !

D'ailleurs Salaberry, ce chef vaillant et sage,
 Leur inspire l'espoir, l'ardeur et le courage
 Qui font du soldat un héros.
 Il ravive chez eux l'amour patriotique,
 Et les rallie autour du drapeau britannique,
 Si cher à tous les cœurs loyaux !

Le général Hampton, flairant une capture,
 Dépêche un cavalier d'imposante stature
 Auprès des Canadiens français.
 —"O braves Canadiens, dit le parlementaire,
 Armes bas! rendez-vous! Nous voulons vous soustraire
 A la maîtrise des Anglais !"

En réponse, une balle aussitôt le foudroie !
 Il tombe, et son cheval, qui se cabre, lui broie
 Le crâne de son pied de fer...
 Puis, au son des clairons, la bataille commence.
 Les soldats canadiens, comme pris de démence,
 Font un charivari d'enfer.

Les futurs conquérants, que ces bruits embarrassent,
 Croyant que leurs rivaux en nombre les surpassent,
 Deviennent sombres et nerveux.
 Mais à l'ordre: En avant ! ils vont, l'œil intrépide,
 Face aux fusils crachant sur eux le plomb rapide
 Avec des effets désastreux !

A l'assaut ! à l'assaut ! gronde comme un tonnerre
 Le général Hampton, qui vole de l'arrière
 Et se place auprès du drapeau !
 Avec lui les soldats redoublent de courage
 Pour chasser l'ennemi du ténébreux ombrage
 Qu'il tient au sommet du coteau.

Mais vains sont leurs efforts et nulle est leur vaillance!
 Car tous les voltigeurs font preuve d'endurance,
 D'aplomb, d'adresse et de valeur.
 De grossiers abatis forment leur forteresse;
 C'est de là que leurs coups partent avec justesse,
 Semant la mort et la terreur !

Tous ceux qui sont atteints roulent dans la poussière!
 Plus de cinq cents soldats de l'armée étrangère
 Dans l'arène ont trouvé la mort...
 Alors le général, l'âme triste, éperdue,
 Et prévoyant déjà que la lutte est perdue,
 Retraite en maudissant le sort !

Mais en route il confesse à ses compagnons d'armes,
 Ecrasés comme lui sous le poids des alarmes :
 "Je connais mieux les Canadiens ;
 Car, s'ils savent prier, ils savent bien combattre,
 Et notre fol orgueil sur eux doit en rabattre :
 Ce sont des héros, j'en conviens !"

Chez les preux défenseurs les fronts sont moins moroses;
 Quatre en tout sur un lit de fougère et de roses
 Gisent, blessés, dans le taillis.
 L'un d'eux, ayant offert au Créateur son âme,
 Dit, fixant le drapeau de ses yeux pleins de flamme:
 "Je meurs loyal à mon pays !"

* * *

Nos vaillants voltigeurs, dans leur joie ineffable,
 Font retentir les airs d'un hurra formidable
 Et que l'écho grandit encor
 Certes, ils ont bien raison de fêter leur victoire
 Qui brillera demain au temple de la gloire,
 Comme une perle aux reflets d'or !

Gloire à Salaberry! Gloire à l'homme héroïque
 Qui fut du Canada—ce fleuron britannique—
 Le défenseur et le gardien !
 Que les fils d'Albion et les fils de la France
 Proclament fièrement l'adresse et la vaillance
 Du Léonidas canadien !

Février 1919

J.-B. CAOUCETTE

Quand une jeune fille, disait Windthorst, me demande dans quelle attitude elle doit se faire photographe, je lui réponds: "jusqu'au moment où vous prenez le voile, celui du couvent ou celui de la mariée, faites-vous photographe le chapelet en main". Et si c'est une femme, une mère, qui me pose la même question, je suis tenté de lui répondre: "Dans l'attitude où vous êtes, quand vous faites réciter le catéchisme à vos enfants."

QUINZAINES LITURGIQUES

Dimanche, 16 mars.—II Dim. du Carême.

Le souvenir du mystère de la Transfiguration de Notre Seigneur qui a sa fête spéciale le 6 août, est rappelé aujourd'hui dans l'Évangile pour nous faire sans doute souvenir de la transfiguration qu'opère dans les âmes la pénitence du carême soutenue par la ferveur pieuse des vrais chrétiens. Mais ce souvenir qui brille comme un resplendissant rayon de soleil entre deux nuages, doit nous encourager dans nos prières suppliantes continuées dans les offices de ce jour.

Voici en effet l'introït et la collecte de ce dimanche :

Souvenez-vous, Seigneur, de vos miséricordes, qui sont éternelles; ne laissez jamais dominer sur nous nos ennemis: Dieu d'Israel, délivrez-nous de tous les maux qui nous pressent.—Vers vous, ô mon Dieu ! j'ai élevé mon âme; en vous j'ai mis ma confiance, je n'aurai point à en rougir.

O Dieu ! qui voyez que nous n'avons de nous-mêmes aucune force, gardez-vous au-dedans et au dehors, afin que notre corps soit préservé de toute adversité, et notre âme purifiée de toute pensée mauvaise. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Lundi, 17 mars.—Saint Patrice.

“C'est l'Apôtre de tout un peuple, écrit Dom Guéranger, que l'Église propose aujourd'hui à nos hommages: le grand Patrice, l'illuminateur de l'Irlande, le père de ce peuple fidèle dont le martyre dure depuis trois siècles.”

C'est au cinquième siècle que saint Patrice, né en Grande Bretagne, apparenté par sa mère à saint Martin de Tours, évangélisa l'Irlande. Réduit en servitude, dès sa jeunesse, par les barbares, saint Patrice se réfugia dans les exercices presque continuels de sa profonde piété. Délivré de sa troisième captivité, il s'enrôla dans les milices du sanctuaire, s'appliqua longtemps aux études sacrées en Gaule et en Italie. Divinement inspiré de se consacrer à la conversion des Irlandais, il reçut sa mission avec la consécration épiscopale du pape saint Célestin.

C'est à travers mille tribulations et mille fatigues qu'il opéra la conversion d'un peuple idolâtre, dont la patrie devint dans la suite l'Île des Saints. Il fut ainsi le fondateur et l'organisateur de l'Église d'Irlande, dont il établit le siège métropolitain à Armagh. Dieu confirmait ses prédications et son autorité par de nombreux miracles, et ses mortifications comme ses incessantes prières et veilles ajoutaient à la confiance que son peuple adoptif mettait en lui, en même temps qu'à sa sainteté. Saint Patrice mourut

dans un âge très avancé et fut enseveli à Downe dans l'Ultonie.

Mardi, 18 mars.—Saint Cyrille de Jérusalem.

Formé à la discipline monastique et très instruit dans la science sacrée, saint Cyrille fut ordonné prêtre par saint Maxime évêque de Jérusalem, et chargé par lui de prêcher au peuple et d'instruire les catéchumènes. C'est alors qu'il composa son admirable exposition de toute la religion. Devenu évêque à la mort de saint Maxime, il eut à combattre courageusement les Ariens, comme son contemporain saint Athanase. Comme celui-ci, saint Cyrille fut deux fois exilé de son Église sous les empereurs Constance et Valens. C'est Théodose le Grand qui le rendit avec de grands honneurs à son siège de Jérusalem. Le début de son pontificat avait été signalé par l'apparition dans le ciel, aux yeux des païens comme des chrétiens, d'une croix d'une merveilleuse splendeur et c'est aussi pendant son pontificat que furent miraculeusement confondus, ainsi qu'il l'avait prédit, les tentatives sacrilèges de Julien l'apostat pour rétablir le culte juif ou même païen à Jérusalem. Saint Cyrille prit part au deuxième concile de Constantinople où furent condamnés Macédonius et Arius, après quoi il mourut dans la trente-cinquième année de son pontificat.

Mercredi, 19 mars.—Commémoration solennelle de saint Joseph, Epoux de la B. V. M.

Par la sublimité de ses fonctions auprès de Marie et du Verbe incarné, saint Joseph doit nous inspirer le plus grand respect et la plus haute idée de sa puissance; par la simplicité et l'humilité de sa vie il incline naturellement nos cœurs à la confiance et à l'abandon. La dévotion à saint Joseph est une des plus efficaces, elle est aussi une des plus douces et des plus consolantes. Les âmes les plus pauvres comme les plus saintes trouvent profit et consolation à méditer et à contempler sa vie, à recourir à sa bonté, à confier leurs plus chers intérêts à celui à qui Dieu même confia son Fils et sa Mère. Ce n'est pas sans fondement que sainte Thérèse proclamait n'avoir jamais invoqué en vain saint Joseph. Bien des chrétiens pourraient dire eux aussi qu'ils ne l'ont jamais prié sans éprouver l'effet de sa protection aussi douce que puissante.

Saint Joseph est appelé excellemment le Juste, et c'est par ce qualificatif, pris de l'Évangile même, que l'Église le salue au premier mot de l'introït de sa messe de ce jour.

Le juste fleurira comme le palmier, il se multipliera comme le cèdre du Liban: il est planté dans la maison du Seigneur, dans les parvis de la maison de notre Dieu.—Il est bon de louer le Seigneur, et de chanter des psaumes à votre Nom, ô Très-Haut !

Après l'acclamation de l'introït écoutons la prière de la collecte :

Que les mérites de l'Epoux de votre très sainte Mère

soient notre secours, nous vous en prions, Seigneur; que ce qui serait au-dessus de nos moyens nous soit donné par son intercession. Vous qui vivez et réglez avec Dieu le Père dans l'unité du Saint-Esprit dans tous les siècles des siècles.

Ajoutons ici la traduction faite par M. Montier de l'hymne de saint Joseph : *Te, Joseph celebrent*, traduction assez fidèle qui offre cette particularité comme d'autres traductions d'hymnes du même auteur, qu'elle peut être chanté comme cantique sur le même air que l'hymne latine.

*O Joseph ! Sois loué des bataillons célestes,
Que le chœur des Chrétiens à leur voix soit uni !
Vertueux, pour jamais, à la Vierge, tu restes
Lié d'un nœud chaste et béni !*

*Dieu d'un germe sacré fleurit ta fiancée :
Ton cœur doute anxieux et son doute l'aigrit.
Mais un ange t'apprend que l'œuvre est commencée
En elle par le Saint-Esprit.*

*Jésus naît: tu le prends en tes bras comme un père;
Tu le suis en Egypte, exilé par les rois.
Tu le perds dans le Temple et retrouves, sévère
Pleurant et joyeux à la fois.*

*Les autres, c'est leur mort qui consacre leur vie.
La palme ne les fait glorieux qu'à la mort
Toi, tu jouis de Dieu, vivant, et fais envie
Au ciel, par ton trop heureux sort.*

*Pitié ! Nous vous prions, ô Trinité très sainte ;
Faites-nous, par Joseph, escalader le ciel.
C'est là que nous pourrons, tous, unis et sans crainte
Vous chanter un hymne éternel !*

Voici la collecte de la férie en ce jour :

*Daignez, Seigneur, regarder favorablement votre
peuple et faites que ceux auxquels vous ordonnez l'ab-
stinence des viandes, s'abstiennent aussi des vices qui
nuisent à leurs âmes. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.*

Jeudi, 20 mars.—Office ferial.

*Daignez, Seigneur, nous accorder le secours de votre
grâce, afin que, demeurant fidèles au jeûne et à la prière,
nous soyons affranchis des ennemis de l'âme et du corps.
Par Jésus-Christ Notre Seigneur.*

Vendredi, 21 mars.—Saint Benoît, abbé.

Le grand patriarche des Moines d'Occident, saint Benoît, de noble descendance du côté maternel comme du côté paternel, naquit à Nurcie, ville du duché de Spolète, vers l'an 480.

Après de brillantes études à Rome, il se retira, encore très jeune, dans la solitude, où il vécut plusieurs années ignoré de tous, excepté d'un moine qui lui apportait sa nourriture. La renommée de sa sainteté

fini par lui attirer un certain nombre de disciples et il jeta avec eux les fondements du grand ordre bénédictin à Subiaco situé à treize lieues de Rome, dans les montagnes de la Sabine. On y voit encore au *sacro speco* la grotte dans laquelle il s'était d'abord retiré. Avec l'augmentation du nombre de ses disciples, saint Benoît se transporta dans la suite, en 529, au Mont Cassin, où existe toujours le célèbre monastère de l'Ordre bénédictin.

La règle donnée par saint Benoît à ses disciples est devenue le code de la vie religieuse pour un grand nombre de congrégations d'hommes et de femmes, riche et féconde frondaison du vigoureux tronc planté par saint Benoît dans le sol fécond de l'Eglise.

Saint Benoît mourut au Mont Cassin, le 21 mars 543.

Voici la collecte de la férie de ce jour :

*Faites, ô Dieu tout-puissant ! que, purifiés par ce
jeûne sacré, nous arrivions d'un cœur sincère aux saintes
solennités qui approchent. Par Jésus-Christ, notre
Seigneur.*

Samedi, 22 mars.—Office ferial.

*Donnez, s'il vous plaît, Seigneur, un effet salutaire
à nos jeûnes, afin que la mortification de notre chair soit
profitable à la santé de nos âmes. Par Jésus-Christ
Notre Seigneur.*

Dimanche, 23 mars.—III Dim. du Carême.

L'évangile de ce dimanche nous parle des démons, de leur acharnement à perdre les âmes, du courage et de la prudence qu'il faut leur opposer pour les tenir à distance, de crainte qu'une rechute dans le péché n'empire considérablement notre condition.

C'est pour soutenir cette lutte aussi incessante que nécessaire que l'Eglise nous fait dire à Dieu aujourd'hui dans l'introit et dans la collecte :

*Mes yeux sont toujours vers le Seigneur; car c'est
lui qui dégagera mes pieds des filets qu'on m'a tendus;
regardez-moi, mon Dieu, et ayez pitié de moi: car je suis
seul et je suis pauvre.—Vers vous, Seigneur, j'ai élevé
mon cœur; c'est en vous, mon Dieu, que je me confie; je
n'aurai point à en rougir.*

*Dieu tout-puissant, daignez regarder favorablement
les vœux de notre humilité, et étendre pour nous protéger
le bras de votre Majesté. Par Jésus-Christ Notre Sei-
gneur.*

Lundi, 24 mars.—Office ferial.

*Daignez, Seigneur, verser votre grâce dans nos
cœurs, afin qu'en pratiquant l'abstinence des viandes,
nous retirions aussi nos sens des excès qui nous furent
nuisibles. Par Jésus-Christ notre Seigneur.*

Mardi, 25 mars.—L'Annonciation de la B. V. M.

La fête de l'Annonciation à la B. V. M., c'est la fête de l'aurore précédant le lever du soleil de Justice et l'annonçant indubitablement. L'Annonciation, c'est

la fête du mystère de l'Incarnation, c'est la fête du Verbe se faisant homme pour nous sauver. D'autres fêtes, comme il convient, sont plus solennelles, plus éclatantes dans l'Eglise: aucune n'est plus grande ni pour Dieu, ni pour sa Mère, ni pour les hommes.

En un sens qui semble bien assez juste, c'est une plus grande opération pour le Verbe de se faire homme, que de naître, de mourir et de ressusciter dans son humanité. Pareillement pour la T. S. Vierge, toutes les grâces et toutes les sublimités dont elle a été honorée sont ordonnées à sa maternité divine ou en découlent. Elles semblent naturelles et même nécessaires du moment qu'il est admis que Marie est la Mère du Verbe Incarné. De même pour l'humanité, c'est la Nativité qui nous fait voir Dieu avec nous, c'est la Passion et la mort de l'Homme-Dieu qui nous sauve, c'est sa Résurrection qui confirme notre foi et nous assure du triomphe de la vie éternelle, mais c'est l'Incarnation qui unit substantiellement, indissolublement, notre humanité au Verbe. Du moment qu'il est devenu l'un de nous, le premier pas, le plus immense, le plus infini semble fait. L'exécution de tous les autres décrets libérateurs et sauveurs découle de l'accomplissement de ce premier fait et le suppose.

Lorsque, à la messe de ce jour, tous les fronts s'inclinent et tous les genoux fléchissent au chant de *l'Incarnatus est... et homo factus est*, c'est une première élévation qui est rappelée à notre vénération, une première consécration que Dieu opère lui-même avec le consentement coopératif de la Vierge toute pure. Et c'est avec les sentiments d'une reconnaissance sans bornes, d'une adoration éperdue que nous devons répondre à cette Incarnation qui est le commencement de notre Rédemption, *initium Redemptionis*, comme est dénommée la fête de ce jour dans certains calendriers antiques. On lui donnait aussi dans l'antiquité l'appellation de *Fête de l'Incarnation*, *Conception du Christ*, *Annonciation du Christ* ou encore *Annonciation du Seigneur*.

(Notons ici que c'est aussi au 25 mars que toute l'antiquité chrétienne a fixé la date de la mort du Sauveur. C'est aussi, d'après d'antiques traditions, le jour de la Création de l'homme, celui de la chute de Lucifer, celui du passage de la Mer Rouge et du sacrifice d'Isaac.)

L'Eglise romaine maintient la dénomination d'Annonciation de la B. V. M., pour se conformer, on peut penser, à ce qui apparaît plus sensiblement dans le mystère de ce jour: la visite de l'Ange à Marie, le sublime colloque intervenu et le consentement ineffable de Marie au mystère de l'Incarnation, qui reste caché aux yeux des hommes. Et notre liturgie s'inspire du même esprit: ses louanges et ses prières vont directement beaucoup plus à la Mère de Dieu qu'au Verbe incarné.

C'est donc à Marie que s'adressent les louanges de l'introït:

Tous les puissants de la terre imploreront votre re-

gard. A votre suite viendront des chœurs de vierges, vos compagnes; elle seront présentées au roi dans la joie et l'allégresse.—Mon cœur éclate en un cantique excellent; c'est à la gloire du Roi que je consacre mes œuvres.

C'est aussi par l'intercession spéciale de la Mère de Dieu que l'Eglise formule sa prière de la collecte:

O Dieu, qui avez voulu que votre Verbe prit chair, à la parole de l'Ange, du sein de la bienheureuse Vierge Marie; accordez à la prière de vos serviteurs que nous, qui la croyons véritablement Mère de Dieu, nous soyons secourus auprès de vous par son intercession. Par le même Jésus-Christ Notre Seigneur.

L'hyme de ce jour est l'hymne ordinaire si touchante *Ave maris stella*. Donnons-en la traduction de M. Edward Montier:

*Salut, astre des mers,
Vierge et mère de Dieu.
Etoile aux rayons clairs;
Porte du beau ciel bleu.*

*Montrez-vous mère à tous,
Que le Fils né pour nous
Reçoive aussi par vous
Nos vœux faits à genoux.*

*En recevant l'ave
De l'ange Gabriel,
Le nom d'Eve changé
Donnez-nous paix et ciel.*

*Vierge aux trésors cachés,
Douce et pure entre tous,
Libres de nos péchés
Gardez-nous purs et doux*

*Eclairez les yeux clos
Brisez tous les liens,
Eloignez tous nos maux
Donnez-nous tous les biens!*

*Donnez-nous en ces lieux
Jours purs et bon chemin
Pour voir Jésus joyeux
Sans peur du lendemain.*

*Gloire au Père en ce jour,
Gloire au Fils mis en croix,
Gloire à l'Esprit d'amour,
Gloire unique à tous trois.*

Voici l'oraison faisant mémoire de la férie en ce jour:

Exaucez-nous, Dieu tout puissant et miséricordieux, et daignez nous accorder le don d'une abstinence si salutaire à nos âmes. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Mercredi, 26 mars.—Office ferial.

Faites, Seigneur, que ces jeûnes salutaires contribuant à nous éclairer, nous parvenions à nous abstenir des péchés qui nous sont si dangereux, et que nous obtenions plus promptement miséricorde. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Jeudi, 27 mars.—Saint Jean Damascène.

C'est Léon XIII qui conféra le titre de Docteur de l'Eglise à S. Jean Damascène et ordonna de célébrer sa fête en ce jour dans toute l'Eglise. Ce saint naquit à Damas vers l'an 676 et la date de sa mort est encore plus incertaine que celle de sa naissance.

On sait qu'il vécut sous l'empereur Léon l'Isaurien, l'iconoclaste, auquel il s'opposa énergiquement même avant d'être prêtre, à la demande du Pape Gré-

goire III. Guéri miraculeusement par la Sainte Vierge de l'amputation de sa main droite, il résolut de se donner tout à Dieu, vendit ses biens et en donna le prix aux pauvres, libéra tous ses serviteurs et se retira avec son ami le moine Cosme dans le monastère de S. Sabas, près de Jérusalem, où il brilla par son amour de la pauvreté et de l'humilité. C'est là qu'il écrivit ses nombreux ouvrages pour défendre non seulement le culte des saintes images, mais toutes les vérités de la foi, avec les droits de l'Eglise et ceux du Pontife romain. Il fut le premier à réunir dans un même ouvrage l'exposé de toute la théologie. Il mourut à un âge très avancé.

Voici l'oraison de la férie. Pour la comprendre il faut savoir que la Station a lieu aujourd'hui dans l'église des Saints Côme et Damien au Forum romain :

Que l'heureuse solennité de vos saints Côme et Damien vous glorifie, Seigneur, qui leur avez donné l'éternelle félicité et nous avez secourus par votre ineffable providence. Par Jésus-Christ Notre-Seigneur.

Vendredi, 28 mars.—S. Jean de Capistran.

Fils d'un gentilhomme de l'Anjou passé au royaume de Naples, saint Jean naquit à Capistran en 1385. Après de brillantes études de droit à Pérouse, il se maria et sa fortune comme ses talents lui firent remplir un rôle considérable dans la politique. Ayant échoué dans certaines négociations, il devint l'objet de la haine de ses compatriotes qui le jetèrent en prison. C'est là qu'il se convertit, et la mort lui ayant enlevé sa femme il obtint son entrée chez les Franciscains. Il y fut l'objet de toutes sortes de dures et même de cruelles épreuves qui témoignèrent de son énergie et l'élevèrent à une haute sainteté. Compagnon et ami de saint Bernardin de Sienne, il se fit comme lui le propagateur de la dévotion au saint nom de Jésus. S. Jean de Capistran fut un missionnaire extraordinairement puissant un paroles et en œuvres, opérant les conversions par centaines même lorsqu'il était obligé d'avoir un interprète pour traduire ses sermons au peuple. Il prêcha dans toute l'Europe centrale, envoyé par les Papes pour combattre les hérésies et pour organiser une croisade contre Mahomet II qui venait de s'emparer de Constantinople et s'avancait en Europe vers Vienne et Rome. Mahomet était arrivé devant Belgrade et en commençait le siège, le roi Ladislas s'était même enfui de Vienne à son approche, lorsque Jean Corvin Huniade rassembla toutes ces forces et appela à son secours Jean de Capistran avec les croisés qu'il pourrait lui amener. Jean accourut et prit part à la bataille de Belgrade où il commanda même l'aile gauche de l'armée chrétienne au cri de "Victoire, Jésus, Victoire." Mahomet subit une grande défaite et retraits vers la Turquie. La chrétienté était une fois encore sauvée et Caliste III qui avait encouragé la croisade ordonna de célébrer désormais plus solennellement dans tous l'univers catholique la fête de la

Transfiguration de Notre-Seigneur, pour commémorer cette grande victoire, qui eut lieu en 1456.

S. Jean de Capistran mourut peu de temps après son ami Huniade, en cette même année de leur victoire, qui avait sauvé l'Europe du joug de Mahomet.

L'Eglise récite l'oraison suivante pour faire mémoire de la férie de ce jour :

Nous vous supplions, Seigneur, d'agréer favorablement nos jeûnes, afin que, comme nos corps observent l'abstinence des viandes, ainsi nos âmes s'abstiennent du péché.

Samedi, 29 mars.—Office ferial.

Daignez, Dieu tout puissant, accorder à ceux qui, pour mortifier leur chair, pratiquant l'abstinence des viandes, la grâce de jeûner aussi du péché, en pratiquant la justice. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Dimanche, 30 mars.—IV Dim. du Carême.

Ce dimanche respire la consolation et même la joie au milieu de la pénitence du carême. C'est la joie de l'espérance et aussi du sentiment de la miséricorde divine s'étendant sur sa famille dévouée.

Réjouis-toi, Jérusalem, et vous tous qui l'aimez, rassemblez-vous; unissez-vous à sa joie, vous qui avez été dans la tristesse; tressaillez d'allégresse, rassassiez-vous et soyez consolés dans ses délices.—Je me suis réjoui dans cette parole qui m'a été dite : Nous irons dans la maison du Seigneur.

C'est la même joie consolatrice que l'Eglise demande dans la collecte :

Faites, s'il vous plaît, Dieu tout puissant, qu'étant justement affligés à cause de nos péchés, nous respirions, par la consolation de votre grâce. Par Jésus-Christ Notre-Seigneur.

Lundi, 31 mars.—Office ferial.

Faites-nous la grâce, Dieu tout-puissant, qu'en observant religieusement chaque année ces saintes pratiques, nous vous soyons agréables et dans nos corps et dans nos âmes. Par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Que le lecteur ne soit pas surpris de nous voir ainsi répéter, avec sa conclusion toujours la même, la prière de l'Eglise. Nous ne nous pénétrons jamais trop de la pensée de l'Eglise et nous ne nous inspirerons jamais assez de sa prière.

L'ABBÉ J.-A. D'AMOURS.

Terrestre de naissance, mais céleste d'origine,
notre corps seul est de ce monde.

JOUBERT.

Une morale sans dogme est une loi sans tribunaux.

PORTALIS.



Pour les petits qui n'ont plus de père



Il y avait, dans les premiers mois de la guerre, un petit garçon que je rencontrais aux Champs-Élysées avec sa bonne; du plus loin qu'il apercevait un militaire, à quelque arme qu'il appartint, vieux ou jeune, officier ou soldat, il se précipitait au-devant de lui, enlevait poliment son béret, et, avec une vigoureuse poignée de main, très crâne:

—Vous savez, disait-il, mon papa, il est à la guerre !...

Puis je suis parti moi-même, et je n'ai plus rencontré le petit garçon; mais j'ai songé à lui bien souvent, et, sans savoir, j'ai parfois un peu de tristesse inquiète à me demander si son papa qui était à la guerre en est revenu...

Il y en a tant de ces enfants qui n'ont plus revu, qui ne reverront plus leur papa, dont ils étaient si fiers...!

Et c'est une chose, il faut bien le dire, que les enfants ne comprenaient pas, ou comprenaient mal, que leur père, quand il partait là-bas, risquait, hélas! de ne plus revenir. Ce n'était, de leur part, ni indifférence, ni ignorance, ni insouciance. Bien au contraire, c'était une sorte d'orgueil confiant, inébranlable, dans la force victorieuse de leur papa: un papa, ça ne peut pas être battu, il doit être nécessairement le plus fort, il est supérieur à tous les périls, et rien de malheureux ne saurait jamais lui arriver.

C'est d'ailleurs cet état d'esprit qui faisait déclarer à une petite fille de ma connaissance, le premier jour qu'on la promenait parmi les trophées installés place de la Concorde:

—Tout ça, c'est des canons que mon papa il a pris !...

Elle exagérait, évidemment.

Il est vrai que la même petite fille, le jour où on lui dit qu'il n'y avait plus la guerre, a demandé aussitôt, avec sa superbe et impitoyable logique:

—Alors, il n'y a plus des Boches?

Et comme on convenait qu'il y en avait encore quelques-uns:

—Alors, pourquoi que tu dis qu'il n'y a plus la guerre?

L'extermination totale des Boches apparaissait certainement à cette jeune personne un problème aisé, du moment que son papa était dans l'affaire; du moment que son papa se mêlait de tuer des Boches, il était tout naturel qu'il les tuât tous, sans difficulté...

On pense, et on a raison de penser que nous nous sommes battus pour nos enfants, d'abord, que nous avons accepté d'un cœur résolu les horreurs de la

guerre pour les leur éviter dans l'avenir; bref, que nous avons fait la guerre dans l'intérêt de nos enfants.

Mais ce n'est pas seulement question d'intérêt pour eux. Un enfant ne juge pas son père; mais il appartient au père de justifier la fierté que ses enfants placent en lui. Et à côté du raisonnement qui veut que je m'expose moins au danger parce que j'ai des enfants, une sorte d'instinct obscur, un sentiment profond est en moi qui me pousse, parce que j'ai des enfants, à enrichir leur patrimoine d'honneur de tous les efforts de mon exemple. Devoir rendu, à cause d'eux, plus cruel, certes: mais si l'on pouvait remplir son devoir sans risques, ce serait trop facile, et sans douleur, ce serait trop beau!...

Dans les moments les plus critiques de la bataille, il est rare que ne nous soit venue alors, très vive, la pensée de nos enfants; mais ce n'était pas une pensée qui amollissait nos courages, mais qui les exaltait:— Il faut absolument que j'en sorte, pour raconter ça à mes petits, qu'ils sachent que leur papa est allé dans de mauvais endroits et n'avait pas peur, et qu'ils soient contents!...

Les veilles d'attaque, j'ai toujours été frappé de ce besoin qu'éprouvaient alors tous ceux qui, parmi nous, avaient des enfants, de parler de leurs enfants, même les plus renfermés, les moins enclins aux confidences, — de citer un trait, un mot, de montrer la dernière lettre reçue, la page de dessins appliqués et naïfs qui l'accompagnait, et où l'on voyait presque toujours, — on voyait ou, plus exactement, on devinait, — presque toujours traité le même sujet héroïque, le papa, reconnaissable au mot PAPA inscrit, en dessous, en grosses lettres malhabiles, enfonçant dans le ventre d'un Bôche rudimentaire une baïonnette ingénue...

Et les photographies!... Elles sortaient comme par enchantement du gros portefeuille, un peu fatigué, qui gonfle la poche intérieure de la vareuse, toutes ces photographies, et si différentes, mais que l'on se montrait toutes avec un égal orgueil attendri: petits enfants élégants, sur le perron d'une heureuse demeure, dans un beau parc, ou sur la plage; et d'autres, plus modestes, pas des "instantanés", celles-là, de vraies photographies de photographe, d'enfants un peu raides et gourmés, pomponnés, bichonnés, frisés; comme la maman avait dû se donner du mal avec le ruban de cette petite fille, avec la cravate de ce petit garçon!... Photographies qui révélaient, tout d'un coup, l'éducation et le rang social différents: mais la qualité était semblable, tous enfants de combattants, — et demain, tout à l'heure, après l'attaque, la petite fille au trop beau ruban, aussi bien que le joyeux petit garçon dans son parc, un éclat d'obus, une bande de

mitrailleuse, allaient les rapprocher, les identifier plus encore, en faisant de tous les deux des petits orphelins...

Oui, je me souviens de tant de photographies que j'ai vues, qui sont maintenant les photographies de petits enfants qui n'ont plus leur père...

Et je me dis que ce n'est pas en vain qu'elles nous furent montrées, et que les camarades qui sont tombés, et qui, avant de tomber, avaient voulu que nous les regardions ensemble, avaient cette pudeur de ne rien demander, de ne rien formuler,—rien que ceci, que nous devinions dans leur regard penché: Voilà mes enfants, voilà ce que j'ai de meilleur, ce que j'aime le mieux au monde; c'est pour eux, pour leur bonheur que je voudrais vivre: si je meurs, que du moins on ne les oublie pas, et que l'on veille, à ma place, à ce qu'ils ne soient pas malheureux!...

Et je demande aujourd'hui: — Qu'avons-nous fait, que faisons-nous, que comptons-nous faire, pour répondre à ce vœu suprême, pour exécuter ce testament sacré?

Car je pense bien que personne ne songe à renier la dette que nous avons contractée envers les enfants de nos morts. D'abord, ils sont du sang le plus riche, d'un sang qui a fait ses preuves, généreusement versé au service de la patrie: ce serait frustrer deux fois la patrie que de le laisser s'appauvrir...

Nous n'allons pas, j'imagine, nous contenter de dire à ces enfants:—Vous êtes des fils de héros, tâchez de vous en montrer dignes!...

Un patrimoine d'honneur est comme tous les patrimoines, il a besoin d'être administré, mis en valeur: vous êtes-vous préoccupés de donner aux enfants qui en auront la charge le moyen qu'il soit, entre leurs mains dépourvues et débiles, autre chose qu'un poids glorieux et lourd?...

Je ne suis pas l'Etat, je ne suis pas le législateur; mais j'ai, comme tout le monde, l'impression très réelle et très forte que cette dette-là est la première de nos dettes, et qu'il faut commencer à nous en acquitter sans retard.

Comment? Sous quelle forme? Exonérations d'impôts? Facilités accordées pour les frais de logement, d'instruction?... Je ne sais...

Sans doute aussi y aura-t-il lieu de chercher dans la voie de la mutualité, des associations: que le petit garçon du parc vienne en aide fraternellement à la petite fille au ruban, — mieux, que les petits enfants, dont le papa eut cette chance de revenir de la guerre, s'occupent un peu des petits enfants comme eux, mais dont le papa n'est pas revenu...

Mais penser qu'il y a en ce moment des veuves de la guerre avec leurs petits qui, au lieu d'avoir seulement à pleurer et à honorer leurs morts, doivent se débattre au milieu d'histoires d'allocations, de délégations, aux prises avec la vie chère, que voilà des femmes, des enfants, qui se trouvent à la fois accablés moralement, et matériellement ruinés, qui ont leur existence bouleversée, brisée, par la mort du père tombé en héros, et qui n'ont même pas l'impression que l'on se soucie de leur misère, que l'on s'intéresse à eux: cette pensée-là est intolérable.

On m'a raconté qu'un petit garçon, dont le père, officier, a été tué trois semaines avant l'armistice, avait retrouvé l'autre jour la jumelle de son père, avec laquelle on l'a surpris fixant obstinément les nuages, et, comme on lui demandait ce qu'il regardait si attentivement:

—Je cherche à voir mon papa qui est au ciel...

Je ne crois pas que le petit garçon ait vu son papa. Mais je suis de ceux qui croient que les papas qui sont au ciel voient très bien sur terre leurs petits garçons. Quelle honte si les pères qui ont sacrifié leur vie pour la France voyaient la France sacrifier d'un cœur léger le bonheur de leurs enfants, — quelle douleur pour eux, et quel remords pour nous, s'ils voient ces enfants, dont ils nous ont en mourant confié la garde, demeurer, par notre faute, dans le dénûment, dans l'angoisse et dans le chagrin...

FRANC-NOHAIN.

L'Echo de Paris.



LES INMARIABLES



Un jour, à Kairouan, un guide me dit :

—Tes compatriotes me dégoûtent complètement!.

—Ah !... Et pourquoi...?

—Ils mettent le prix pour leur maison, leur cheval, leur auto... Mais pour leur femme, non seulement ils ne veulent faire aucun sacrifice, mais, la plupart du temps, c'est elle qui doit *acheter* son mari...

D'abord, la phrase me parut vive. Plus tard, j'ai réfléchi sur elle. Mais je n'ai pas osé la commenter ici... par lâcheté peut-être...

En tous cas, aujourd'hui, il y a un fait grave qui monte, qui grandit, qui s'affirme : c'est qu'une foule de jeunes filles *veulent* se marier, et ne le *peuvent* plus !...

* * *

Les unes, parce qu'elles sont riches... Le nombre des prétendants est limité, et elles ont souvent un écoeurement d'être demandées pour tout autre chose que pour elles-mêmes.

Les autres, parce que élevées et très intelligentes. Elles ne peuvent accepter que l'élite; et l'élite, elle aussi, est rare.

Un grand nombre sont trop savantes... trop bardées de diplômes impressionnants. Quelle fraîcheur d'affection, quelle spontanéité d'amour peut avoir un jeune homme devant telle licenciée en philosophie ou en chimie, qui a toujours l'air d'analyser un phénomène psychologique ou de regarder son fiancé comme elle regarderait une cornue...?

Quelques-unes sont même décorées en violet... Alors, c'est le froid d'abîme.

D'autres, par leurs manières, leur hardiesse, sont devenues des hommes. Hier, dans le Nord Sud, un brave garçon lisait dans son journal, la "Conférence de la paix." Une belliqueuse jeune femme se campe devant lui, et le regarde avec une insistance pour l'obliger à lui "offrir" sa place.

Et comme le Monsieur s'obstinait doucement...

—Quel mufle !... fit-elle en haussant les épaules.

Evidemment... même après cinq années de guerre, on hésite à se lier pour toute sa vie avec une telle jeune personne.

D'autres ne croient plus ni à Dieu ni à diable, et le crient sur les toits.

Celles-là seraient mal fondées de se plaindre qu'un homme ne croit pas non plus en elles.

* * *

Mais les plus intéressantes... celles auxquelles aujourd'hui va toute ma sympathie, sont les belles petites âmes—et il y en a dans toutes les classes de la société—qui ont passé toute une jeunesse à remplir leur cœur, comme un vase précieux, du parfum des plus délicates vertus; c'est leur réserve d'amour pour embaumer l'existence de celui qu'un jour il leur sera enfin permis d'aimer.

Or ce jour ne se lève jamais...

Le fiancé ne vient pas...

Il ne vient pas parce que la jeune fille est timide, modeste, inconnue... parce qu'elle ne sort pas de son cercle familial, ou que cette famille ne s'est pas assez occupée d'elle à ce point de vue.

Je connais des jeunes filles parfaites... beau milieu, belle santé, un beau moral... Elles seraient certainement le bonheur, la poésie, la lumière d'un foyer...

Et personne !...

* * *

Où si quelqu'un se présente, cela ne s'arrange pas, et souvent pour des riens.

Telle jeune fille a toutes les qualités... Elle ne se mariera pas... elle est un peu trop grande.

Un de mes jeunes gens, très désireux de se marier, vient me parler un jour d'une jeune fille délicieuse, et la propose pour son ami.

—Pourquoi ne la prends-tu pas pour toi...?

—Impossible... il lui manque 50,000 fr. !...

Il me tire en effet son carnet, et, chiffres en mains, me prouve qu'il ne peut pas vivre sans cette supplémentaire somme.

Son ami a accepté la jeune fille avec joie; il vit, il est même heureux d'un profond bonheur.

L'autre — 50,000 francs — tourne autour d'un sac et d'un long navet, sévère et jaune—que je lui souhaite—elle vengera la première... celle qui l'a échappé belle !...

Que certains grands garçons sont donc bêtes avec leurs mathématiques !...

* * *

D'une façon mitigée la même crise sévit du côté "jeune homme".

Beaucoup reviennent du front, avides de fonder un honnête foyer.

Mais ce sont des jeunes gens sérieux... Depuis cinq ans, ils font la guerre... ils ne connaissent pas beaucoup de jeunes filles... ou ils sont pauvres.

Ou bien on leur dit : "Faites-vous d'abord une situation !..."

C'est ainsi que certains notaires ne se marient qu'à 35 ans.

Est-ce prudent pour la vie des âmes et l'honneur des familles...?

Est-ce la volonté de Dieu...?

En tous cas, ce n'est pas celle d'un jeune aviateur qui m'écrivait, la semaine dernière à ce sujet:

"...Je crois donc que ma femme doit être ma femme, de même que je serai son mari, avec tout ce que ce mot comporte d'action, de luttes, pour elle et nos enfants. Mais alors, partageons le début de la vie, les temps dits: "difficiles", la montée vers la situation sociale !

"Cela, c'est une "union"... c'est aussi le rêve..."

"Car, replongeons dans la réalité : Je vais dans quelques semaines reprendre mes études de médecine; je veux faire le concours d'externat et d'internat. Donc le titre, la grosse aisance, la "valeur marchande" vers 30 ans. Ne trouverai-je pas tout de suite des parents qui me fassent confiance et crédit sous forme d'une toute petite dot raisonnable, que je m'engage à leur rendre au centuple; si j'ai là, à mes côtés, celle que la Providence a voulue si douce, si bonne, si élévatrice... pour "infiniser" celui qui ne demande qu'à lui donner mille bonheurs en retour..."

* * *

Je me borne aujourd'hui à poser cette grave question pour provoquer des réponses.

Avons-nous le droit, nous, chrétiens, de dire d'un cœur léger : "Moi... je ne m'occupe pas de mariages !..." c'est-à-dire : "Je ne m'occupe ni des foyers, ni de la France de demain... Que les jeunes gens se débrouillent tout seuls !..."

Les jeunes gens... tout seuls !...

Hélas ! le curé de Montmartre sait—plus que d'autres peut-être—que le diable est très heureux de cette manière expéditive de régler une si délicate question.

Ne peut-on rêver d'une belle œuvre sociale qui ferait la jonction... qui recevrait les demandes de nos directeurs d'œuvres de jeunes gens et de jeunes filles, et permettrait aux familles chrétiennes de se rencontrer et de se connaître un peu...

Et doit-on reculer devant la plaisanterie facile : "Ah !... ah !... Agence matrimoniale !..."

Ou gémir stérilement sur tant de printemps sans soleil... sur tant d'automnes sans aucun de ces fruits que Dieu veut... et veut... et veut !...

PIERRE L'ERMITE.

Au 5 mars.

ROME

—Le Saint-Père a nommé Mgr Nicotra, archevêque d'Héraclée, Nonce Apostolique à Bruxelles,—et S. E.

le Cardinal Scapinelli Préfet de la S. Congrégation des Religieux, en remplacement de feu le Cardinal Tonti.

—De belles fêtes ont marqué le centenaire du Collège Anglais. La cérémonie religieuse s'est déroulée avec solennité dans l'église de Saint-Thomas, où Mgr Hinsley, recteur de l'institution, a fait l'office. Mgr Prior, Auditeur de la Rote, a célébré le magnifique travail du Collège Anglais et à Rome et pour l'Eglise d'Angleterre. Après le chant du *Te Deum* S. E. le Cardinal Gasquet a donné la bénédiction.

QUEBEC

—A l'Assemblée Législative, continuation du débat sur la fréquentation scolaire obligatoire. M. Bercovitch, député israélite de Montréal-Saint-Louis, bien que partisan du "droit" de l'Etat d'instituer la contrainte scolaire, se prononce plutôt, dans la circonstance, en faveur de l'option locale en cette matière, de l'uniformité et de la gratuité des livres. Le député de Bonaventure, M. Fabien Bujold, se prononce carrément, au nom de la plus saine philosophie, contre la "réforme" demandée par le député de Saint-Hyacinthe. M. Francœur, député de Lotbinière, critique la confection de nos statistiques scolaires, mais il estime inopportune la contrainte prônée par M. Damien Bouchard: il insiste plutôt sur l'amélioration des conditions de vie de notre personnel enseignant. D'après un bill présenté par lui, le recensement scolaire, au lieu d'être fait en septembre, le sera de janvier à février. L'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux Publics, a, lui aussi, préparé un bill important touchant la même question. Jusqu'ici, d'après la loi des établissements industriels, tout enfant de moins de 14 ans employé dans ces établissements devait pouvoir certifier qu'il sait lire et écrire. La nouvelle loi Taschereau élargit considérablement cette prescription: il sera désormais interdit aux employeurs en général de prendre à leur

LES FAITS DE LA QUINZAINE

service des enfants âgés de moins de 16 ans qui ne pourront produire un certificat d'études attestant qu'ils ont suivi le cours primaire de six années; la même règle s'ap-

pliquera aux enfants de moins de 16 ans vendeurs de journaux, chasseurs d'hôtels, bref, ayant une fonction quelconque; de plus, ce jeune homme pourra être soumis aux formalités d'un examen prouvant qu'il sait lire et écrire. Comme on le voit, c'est une loi sévère, et si ce n'est pas de la fréquentation scolaire obligatoire dans le sens direct et radical, c'est là, cependant, une forme d'instruction obligatoire...

Reprise du débat sur l'instruction technique et la formation d'une élite intellectuelle (motion de M. Séverin Létourneau). M. L.-A. Cannon, député de Québec-Centre, fait un chaleureux appel en faveur de l'Université Laval et seconde l'idée, déjà émise, d'une chaire de journalisme...—Le débat sur le budget fini, la Chambre se met à examiner et à voter les subsides. Sur les crédits du Conseil législatif, M. Sauvé attaque encore une fois la nomination du maire Martin à notre Chambre Haute. Le chef de l'opposition soulève également un débat touchant le traitement, reconnu insuffisant de tous, des instituteurs et institutrices à la retraite.—M. Hay, député d'Argenteuil, fait reconnaître l'utilité de la construction d'une route reliant Montréal à la province d'Ontario en passant par Hull.

On adopte une législation considérable et importante. Le trésorier provincial, l'hon. M. Mitchell, soumet ce qui sera la loi de prohibition de Québec: nous en donnerons les détails à la prochaine chronique. Notre loi des corporations et des compagnies à fonds social est refondue: on a voulu l'adapter aux exigences actuelles du commerce et de l'industrie, et en alléger le fonctionnement. La première partie de la loi est relative aux compagnies par actions constituées par lettres-patentes: ce mode de création sera la règle générale pour toutes les compagnies, et le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir de modifier, par lettres-patentes supplémentaires, les chartes des compagnies créées depuis la loi de 1868; toutes les annonces, autres que celles de la *Gazette officielle*, sont supprimées. Cette partie de la loi

contient plusieurs autres innovations. La deuxième partie de la nouvelle loi regarde les compagnies à fonds social constituées par charte de la Législature: autant que possible, les règles de la première partie seront appliquées. La loi contient une troisième partie, ayant trait aux corporations sans capital social: les formalités seront des plus simples, puisqu'il suffira d'une requête au lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres-patentes.

La question ouvrière a donné lieu à plusieurs mesures, préparées par M. Taschereau: création d'un sous-ministère du Travail; établissement d'un salaire minimum pour les femmes employées dans les fabriques; accession des ouvriers aubains aux bureaux de placement; élargissement de la loi des accidents du travail dans le cas des soutiens de famille; construction de logements ouvriers. Cette dernière loi est le fruit d'une décision prise à la dernière Convention interprovinciale, d'après laquelle le gouvernement fédéral met à la disposition des provinces une somme de 25 millions pour logements ouvriers: le gouvernement provincial avancera à son tour l'argent aux municipalités, quitte à préparer lui-même un système général de construction et à faire surveiller l'exécution du plan par un directeur des logements...—Le gouvernement développe son plan d'enseignement technique: après Sherbrooke, Hull et Saint-Hyacinthe auront leur école.

Les municipalités seront autorisées à ériger des monuments aux braves de la localité tombés victimes de la Grande Guerre.

Signalons quelques mesures d'ordre privé: le bill Létourneau (d'Hochelega), pour faire doter du 1^{er} juillet les baux à Montréal (il y a, sur ce point, une tendance à modifier passablement notre Code civil); le bill Bouchard, pour imposer de nouvelles taxes sur les biens d'Eglise à Saint-Hyacinthe (un Comité spécial a finalement substitué au texte draconien du député de Saint-Hyacinthe un texte moins dur, mais qui élargit tout de même la brèche à l'immunité; une demande tout aussi draconienne de Laval-des-Rapides n'a pas eu de chance: on s'est tenu, cette fois, à la loi générale des cités et villes); incorporation de l'Oeuvre des Vocations Tardives (Beauce), de la Villa des Retraites (Saint-Martin de Montréal), des Sœurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception; un bill de Montmagny, où il est question du développement d'un pouvoir électrique considérable; suppression du comté d'Ottawa sur la carte provinciale et substitution définitive du nom de Hull à ce comté; permission à Grand-Mère d'être administrée par un gérant, après consultation des citoyens (Westmount a servi de précédent, et l'innovation est dans l'air sur l'île de Montréal,... à moins que la métropole ne finisse par s'annexer toutes les municipalités suburbaines!); le fameux bill des dentistes, qui a du retentissement jusque devant les tribunaux; un bill Décarie, consacrant la fusion des commissions scolaires pro-

testantes de Québec...—Le bill Létourneau (d'Hochelega), pour organiser les comptables en profession, a échoué comme ses deux devanciers, devant la protestation presque générale. Le bill annuel des ostéopathes a été frappé du même sort. M. Mayrand (un député de la métropole), n'a pas eu plus de chance à demander le rappel de la Commission administrative de Montréal.

La Chambre a acclamé le général Smart, député de Westmount, au front depuis le commencement de la guerre, quand il est venu, le 27, reprendre son siège.—M. Taschereau a reçu la Fraternité des ingénieurs-mécaniciens, qui est venue lui demander l'obligation scolaire, la gratuité des livres, la semaine de 40 heures dans les chantiers du gouvernement, un système de pensions d'Etat, etc. Et le gouvernement a donné audience au Barreau de Montréal, qui demande l'abolition de la Cour de Revision.—La bibliothèque de la Législature contient maintenant 119,535 volumes. Elle s'est enrichie d'un nouvel incunable, *Le Théâtre des cités du monde*, par Georges Braun, de Cologne, publié à Bruxelles en 1572.

Au Conseil législatif, M. le docteur Choquette, de Saint-Hyacinthe, s'est, lui aussi, attaqué à nos statistiques scolaires et particulièrement, aux rapports des inspecteurs. M. Chapais lui a répondu.—A signaler un bill important de M. Philippe Paradis, pour généraliser "l'attelage croché" sur les voitures d'hiver...

—Réception à sir Charles et à lady Fitzpatrick, à l'Hospice des Sœurs de la Charité. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur loue avec émotion et justesse l'œuvre de dévouement de cette admirable communauté.

—A la demande de M. l'abbé Lagueux, curé de Saint-Roch, une succursale de l'Oeuvre de la Protection de la jeune fille sera bientôt ouverte dans cette paroisse. Modeste d'intention mais grand par les résultats, voici que l'apostolat des Dames charitables du Foyer se dilate et grandit dans l'opinion publique!

—Le 23 février, à Saint-Roch, Convention régionale de l'A. C. J. C., sous les auspices du cercle Charest, l'un des plus méritants de la région et de toute l'Association, lequel fête ce jour-là son dixième anniversaire. S. G. Mgr Roy, le dévoué aumônier de nos jeunes, donne le matin le sermon de circonstance, et prend part à toutes les séances, les délégués des quinze cercles de la région étudient ensemble l'esprit de leur œuvre, la question des retraites fermées et l'orientation actuelle de la question de l'instruction publique dans notre province.

—Québec a fait une réception enthousiaste au général Pau, le glorieux manchot de 1870, qui est de retour d'une mission en Australie. Le général et son compagnon, M. André Siegfried, sont arrivés hier le 4, dans la matinée. A 1 heure, ils ont été les hôtes du gouvernement provincial à la Législature

à un lunch sous la présidence de sir Lomer Gouin. Le général a été salué très éloquemment par le premier ministre, et l'honorable président du Conseil législatif, M. Adélarde Turgeon, a proposé le toast à la France: il a évoqué avec amour et orgueil la nation incomparable, la France glorieuse qui, dans cette guerre, a sauvé le monde en se sauvant elle-même. L'illustre général, avant de lever son verre à la santé du Canada et de la province de Québec, a répondu à la santé de sa chère France, qu'il a montrée toujours à la poursuite d'un idéal, puis il a promis d'aller déposer des fleurs au pied du monument Montcalm et de celui des Braves.—A 4.30 heures, le général Pau et ses compagnons de la mission française ont été l'objet d'une chaleureuse réception à l'Hôtel-de-Ville. Répondant à M. le maire Laviguer, le général a remercié les Canadiens français de s'être souvenus de leur mère jusqu'à lui donner, dans la grande guerre, leurs fils. Auparavant, le général avait assisté à la séance de la Chambre, alors que M. J.-E. Perreault, député d'Arthabaska, reprenait le débat sur la formation d'une élite intellectuelle. M. Perreault a salué, au nom de la députation, la présence du général, et, après qu'il eut fini son discours, celui-ci est allé le féliciter à son siège, aux applaudissements de la Chambre. Hier après-midi encore, le général est allé rendre visite à Son Excellence, et hier soir, S. H. le Lieutenant-Gouverneur a donné un dîner en l'honneur du chef de la mission française et de ses compagnons.—Ce matin, le général, qui est un des plus grands catholiques de la France, est allé à la messe de huit heures, à la Basilique, recevoir les Cendres. A 11 heures, il fut reçu à l'Université Laval et salué, au nom des professeurs et des élèves, par Mgr François Pelletier. Le général, en réponse, s'est plu à reconnaître la ténacité de la race française et il a formé des vœux pour l'union indissoluble des deux Frances.

Partout sur son passage, à Winnipeg, à Ottawa et à Montréal, le glorieux général a été acclamé. Aux Communes, il a été salué des cris de *Vive Pau!* et *Vive la France!* L'honneur de lui présenter les hommages de la députation revint à M. Ethier, député des Deux-Montagnes, qui interrompit son discours sur l'adresse pour complimenter le glorieux blessé de 1870, entré au cours de la séance. Au Château Laurier, il fut l'hôte d'honneur de l'Alliance Française: l'honorable M. Blondin, ministre des Postes, et M. le docteur Béland lui présentèrent les hommages du Canada et de la province de Québec. Avant de quitter la Capitale, le général est allé déposer une couronne de violettes sur la tombe de sir Wilfrid Laurier.

—Cinquième cours de l'honorable M. Thomas Chapais à l'Université Laval: notre éminent historien, après avoir raconté l'échec de la tentative d'Union de 1822, entre plus avant dans l'étude de la fameuse question des subsides, qu'il pousse jusqu'à la crise de 1827.—Au même endroit, M. l'abbé Henri Beaudé (Henri d'Arles), secrétaire du *Ralliement français*

dans la Nouvelle-Angleterre, décrit la répercussion du mouvement d'"*américanisation*", inauguré il y a un an, sur la situation du français à l'école dans le Connecticut, où elle est inquiétante, et dans le New-Hampshire, où les nôtres ont obtenu un *modus vivendi* théoriquement acceptable et qui laisse à espérer.—A l'Institut, conférence de M. Marcel Moraud, du Haut-Commissariat français aux Etats-Unis, sur "*le chantre national de la France*", Maurice Barrès. A la Société des Arts, Sciences et Lettres, causerie de M. Léon-Mercier Gouin sur "*Amitiés ontariennes*": M. Gouin évoque opportunément quelques figures d'Anglais qui nous furent et nous sont sympathiques: Baldwin dans le passé, Squair, Moore, etc.

—Notre ville a reçu deux visites auxquelles elle fait toujours le meilleur accueil: celle de Sa Grandeur Mgr Mathieu, archevêque de Régina, et celle de l'hon. M. Alph. Turgeon, procureur général de la Saskatchewan.

—Réunion, du Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique: il est constaté que le Comité a obtenu l'uniformité des livres dans l'ensemble des écoles protestantes de la province, sauf à Montréal, et il est suggéré de nommer un sous-comité de cinq membres pour activer le mouvement en faveur de la fréquentation scolaire obligatoire, suggestion laissée en suspens...

—L'hon. Sydney Fisher, ancien ministre, traite, devant le Cercle des Femmes canadiennes, du sujet si actuel de "*la reconstruction*", et, à un dîner de la Chambre de Commerce, le Commissaire des industries récemment nommé, M. E. Ray Marien, parlant de l'avenir de Québec, veut que notre population en 1924 soit de 250,000 à 300,000 âmes...

—Notre Conseil municipal va voir à surveiller de près les anciennes buvettes transformées en salles de rafraîchissements: par exemple, on ne tolérera plus les rideaux opaques dans les fenêtres. La ville est autorisée par le gouvernement de Québec à toucher la moitié des amendes perçues conformément à la loi de prohibition.—Les Unions de la police et du feu produisent leurs réclamations au Conseil et demandent des salaires plus élevés. L'Union des policiers demande aussi à être reconnue. Le Conseil nomme un comité chargé de faire une révision des salaires de tous les employés civiques.—Réélection de M. L.-A. Cannon à la présidence de la Commission de l'Exposition.

—Notre Commission scolaire a décidé de faire désormais le relevé annuel des statistiques scolaires et des présences aux écoles dans notre ville.

—Mort de M. le docteur J.-M. Harper, publiciste bien connu et estimé parmi nos concitoyens.

—Nous a rendu visite un groupe d'une trentaine de journalistes canadiens de tout le pays, arrivant de visiter les Provinces Maritimes. Reçus à Lévis par une délégation de la Chambre de Commerce et du Conseil de Ville de Québec, ils ont ensuite été ban-

quetés au Château, par le Bureau de guerre des Chemins de fer.

CANADA

—Le gouvernement fédéral a fait à sir Wilfrid Laurier des funérailles d'Etat. L'illustre chef, qui est décédé le 17, a été transporté, le 20, de sa résidence à la Chambre de Communes, au milieu d'une grande foule de peuple. Ses funérailles ont eu lieu samedi le 22, à la cathédrale d'Ottawa. Rarement la Capitale a-t-elle vu accourir de partout, pour un grand événement, pareille population. Sa Grandeur Mgr P.-E. Roy représentait Son Eminence, absente à Washington. Son Excellence le Délégué Apostolique, Mgr Pietro di Maria, a lui-même chanté le service. S. G. Mgr Mathieu, archevêque de Régina, a prononcé l'oraison funèbre française, insistant particulièrement sur cette idée, que sir Wilfrid avait préconisé toute sa vie l'union harmonieuse des deux races. Le R. P. John Burke, des Paulistes de Toronto, a fait en anglais l'éloge du regretté et distingué homme d'Etat. L'inhumation a eu lieu au cimetière Notre-Dame.

Les Chambres ont ajourné en signe de deuil aussitôt après avoir entendu, jeudi le 20, la lecture du discours du trône. A la reprise des travaux, le mardi suivant, sir Thomas White, au nom du gouvernement et de la droite, M. D.-D. MacKenzie et M. Rodolphe Lemieux, au nom de l'opposition, ont fait l'éloge du chef disparu. MM. White et Lemieux se sont appliqués à définir le libéralisme de sir Wilfrid. Au Sénat, cet éloge a été fait par sir James Loughheed, leader du gouvernement, et par les honorables sénateurs Dandurand, Poirier, Tessier, Choquette et Béique. —Notre Législature, elle aussi, a payé un tribut à l'illustre canadien. Sir Lomer Gouin, le chef de l'opposition, M. Sauvé, l'hon. M. Mitchell et M. Gault, au nom de la minorité anglo-protestante, et M. Louis Létourneau, député de la division de Québec-Est, ont exprimé les regrets de tous. Le Conseil législatif y a mêlé les siens, par la bouche de l'hon. M. Allard, ministre des Terres et Forêts, et des honorables MM. Chapais, Choquette, Kaine et Geo. Smith. Alors que Parlement et Législatures avaient ajourné par respect pour le grand disparu, sur tous les chemins de fer, à 10.30 heures du matin, le 22, tous les trains ont été arrêtés pendant une minute, dans la même pensée.

Maints services funèbres ont été recommandés pour le repos de l'âme de sir Wilfrid. Notre gouvernement provincial en a fait chanter un à la Basilique: c'est S. G. Mgr P.-E. Roy qui a officié. A Saint-Roch également, il y a eu un service solennel, chanté par M. le chanoine Laflamme, curé à la Basilique, et auquel un éloge a été prononcé par le T. R. P. Alexis, Capucin. La cathédrale de Westminster, à Londres, a été témoin d'une cérémonie semblable, à laquelle l'hon. M. C.-J. Doherty représentait officiellement

le Canada. Bref, cette mort a excité d'unanimes regrets, traduits par d'innombrables témoignages de sympathies à lady Laurier, dans lesquels ont tenu à concourir Sa Majesté George V et sir Robert Borden en particulier, dont l'éloge succinct n'a pas été le moins éloquent...

L'opposition s'est choisi un chef temporaire dans la personne de M. D.-D. MacKenzie, député de Cap-Breton-Nord depuis 1904. Le nouveau chef est âgé de 59 ans. Avocat, il fut deux années juge de la Cour de Comté et député à la Législature de sa province, de 1900 à 1904. C'est un des plus habiles *debaters* de la gauche et il figurait parmi les principaux lieutenants anglais de sir Wilfrid. Le choix définitif du chef libéral sera fait à une convention générale du parti. Pour la session, M. MacKenzie est aidé d'un comité parlementaire dont le whip libéral, M. Robb, de Châteauguay-Huntingdon, est le président.

—Ouverture de la session fédérale, le 20 février, par S. Exc. le Duc de Devonshire. Il était naturel que le discours du trône portât la trace de la glorieuse victoire des Alliés et des soucis de la laborieuse Conférence de la paix. La pièce officielle annonce un projet de suffrage féminin et d'admission des femmes au Parlement; l'octroi de subsides pour la construction de grandes routes et de logements ouvriers; une aide à l'établissement sur des terres des soldats de retour du front; des mesures concernant l'immigration, la colonisation et l'enseignement professionnel; la création d'un ministère de la santé publique; des mesures concernant la prohibition, les pensions aux soldats et à leurs familles, etc. L'adresse a été proposée par le major D.-L. Redman, député de Calgary, et par le capitaine Manion, député de Fort-William et Rivière-à-la-Pluie. Le débat a mis en scène sir Thomas White, MM. Carvell et Calder, du ministère unioniste; sir Sam Hughes, MM. Steele, Burnham, Hocken, ministériels; le chef de l'opposition, M. MacKenzie; MM. A.-R. McMaster (Brome), Sinclair (Guysborough), Ethier (Deux-Montagnes), Fournier (Bellechasse), Gauthier (Saint-Hyacinthe), Déchéne (Montmagny), D'Anjou (Rimouski), de la gauche. Au Sénat, l'adresse a été votée, après les discours des sénateurs Loughheed, Dandurand (leader libéral en l'absence de M. Bostock), Casgrain, Crosby et Milne.

La rentée du docteur Béland a été saluée avec joie par les deux côtés de la Chambre. Le Sénat a adopté le projet de refonte de la loi des chemins de fer, étudiée par les Chambres aux deux dernières sessions. Cette loi doit retourner devant les Communes.—En vertu d'un arrêt en conseil qu'on vient d'adopter, une amende de \$250 à \$5,000 pour être imposée à ceux qui ne se sont pas soumis à la Loi du service militaire.—Mort du vérificateur général, M. A.-D. Fraser.—Retour de M. Arthur Doughty, archiviste en chef du Canada, lequel a fait en Angleterre et en France une chasse très fructueuses en souvenirs de guerre.

—Cinquième Congrès de l'Association canadienne-française d'Education d'Ontario, à Ottawa, sous la présidence de l'hon. sénateur Landry et le haut patronage de NN. SS. Latulippe, de Haileybury, et Béliveau, de Saint-Boniface. Les séances d'étude n'étaient pas publiques. En séance solennelle, sir James Grant a rendu un bel hommage aux Canadiens-français. M. Henri Bourassa a également porté la parole. Une bourse de \$3,600 a été présentée à M. Samuel Genest, l'actif et dévoué président de la Commission des Ecoles séparées catholiques de la Capitale.

—S. G. Mgr Paul Bruchési est allé faire à Rome son voyage *ad lumina*. Il a été cordialement salué au passage par les Canadiens-français de New-York.

—La belle communauté des Clercs de Saint-Viateur est en deuil de son supérieur général, le T. R. P. Lajoie, décédé le 22 à Jette-Saint-Pierre, près Bruxelles, à l'âge avancé de 93 ans. Le P. Lajoie était né à Saint-Jean-Baptiste de Rouville, en 1826. Il avait été, en 1847, un des premiers novices de son Ordre à Joliette. Ordonné prêtre en 1852, il fut successivement professeur au Collège de Joliette, curé de Joliette, supérieur provincial de la Communauté, puis vicaire général de l'Institut en 1880. Il occupait depuis 1890 le poste qu'il vient de quitter pour un monde meilleur.

—Sir Rodolphe Forget, ancien député de Montmorency et Charlevoix, est mort, la même semaine que sir Wilfrid Laurier. Il était né à Terrebonne, en 1861. Financier de marque, il était mêlé à un nombre considérable d'entreprises, et directeur du *Quebec Railway*. Il est remplacé à ce poste par M. Lorne-C. Webster, un des hommes d'affaires les plus en vue de Montréal.

A propos du *Quebec Railway*, nous notons que l'adjudication du Québec-Sagueray au gouvernement fédéral a été effectuée ces jours-ci à Montréal, au montant de \$3,489,313.53.

—La Législature de Toronto est entrée en session, le 25. M. Hartley Dewart, député libéral de Toronto-Sud-Ouest, n'aime pas, évidemment, que les cérémonies officielles d'ouverture soient empreintes d'un trop grand décorum, puisqu'il a demandé d'en effacer à l'avenir les distinctions de costume. Autre point: non seulement les femmes voteront, mais elles seront probablement admises à siéger à la Législature et dans les conseils municipaux...

—Une organisation, en tête de laquelle sont MM. Gaspard De Serres et Macheras, le *Conseil d'orientation technique*, est formée à Montréal, en vue de donner un essor nouveau à l'enseignement technique, dont il est question plus que jamais dans la province. Cet enthousiasme est beau, mais encore faudra-t-il se garder de ne rien voir au delà de l'instruction spéciale qu'on préconise, et surtout de chercher à saboter tout l'enseignement, sous prétexte d'instruction pratique...

—Les *Grain-Growers* de la Saskatchewan, en congrès à Régina, se sont ralliés à l'action politique

de l'*Union* (passablement socialiste) *des cultivateurs de l'Ouest*. Une fois encore, ils se sont prononcés pour l'emploi exclusif de l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles de la Saskatchewan. Certains organisateurs d'unions agricoles dans notre province feraient bien de prendre ailleurs leurs modèles...

—Convention, à Montréal, de la Société générale des Eleveurs de la province de Québec. Notre sympathique concitoyen, l'hon. Némèse Garneau, a été réélu président.

—Mort de M. O.-E. Dallaire, le directeur, très avantageusement connu, de l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe;—de M. le docteur Louis-E. Desjardins, professeur à l'Université Laval à Montréal, un des fondateurs de la *Société Médicale*, de l'*Union Médicale*, de la *Gazette médicale* et de l'*Etendard*;—de M. Robert Harris, peintre en vue de la métropole.

ETATS-UNIS

—Le 20 février, à l'Université de Washington, ont été ouvertes les grandes fêtes (*Thanksgiving Service*) à l'occasion du cinquantenaire d'épiscopat de S. E. le Cardinal Gibbons. Le Saint-Père a voulu être représenté à ces fêtes par Mgr Cerretti. Son Eminence le Cardinal Bégin est allé y prendre part. NN. SS. Charles-Hugues Gauthier, d'Ottawa, McNeil, de Toronto, et Emard, de Valleyfield, s'y sont également rendus. Le vénérable archevêque de Baltimore a été fait cardinal en 1886.

—Mgr Patrick-Joseph Hayes, Auxiliaire de New-York, vient d'être nommé à ce siège, en remplacement de feu S. E. le Cardinal Farley. Mgr Hayes est né à New-York en 1867. Ordonné prêtre en 1892, il fut choisi comme Auxiliaire le 3 juillet 1914. Il va se trouver à la tête d'un des diocèses les plus peuplés du monde.

Le Saint-Père a aussi nommé M. l'abbé Albert Breger, de James, au Nouveau-Mexique, évêque de Santa-Fé.

—Très heureusement, le procureur général du Michigan a déclaré *ultra vires* le projet d'amendement à la Constitution de l'Etat—pour supprimer les écoles paroissiales et privées. Espérons qu'en Floride, le fanatique gouverneur Catts n'aura pas plus de chance que ses émules du Michigan!

—C'est dimanche le 23 février que M. Wilson est rentré aux Etats-Unis par Boston. Il s'est embarqué ce matin 5 mars pour la France. Dans quel but cette courte apparition au pays? Il semble bien que le Président soit venu dans le dessein de trouver une approbation au projet de Ligue des nations qui est, en bonne partie, son œuvre. Il a expliqué et défendu ce projet à Boston, puis devant le Sénat américain et enfin à New-York, avant de repartir. A ce dernier endroit, il a paru à la tribune avec M. Taft. Mais il est loin de compte, car le projet a soulevé

vé aux Etats-Unis, comme en Europe, de très vives critiques. Les républicains, qui désormais sont en majorité aux deux Chambres (l'ancien Congrès ayant expiré le 4 mars à minuit), n'ont pas ménagé M. Wilson. Le sénateur Lodge, du Massachusetts, par exemple, a critiqué le plan tel que soumis comme une source de guerres futures et comme faisant trop bon marché de la doctrine Monroe. Même aux Etats-Unis, on estime que la Conférence a commencé par où elle aurait dû finir... M. Wilson—c'est lui-même qui l'a annoncé à ses partisans—ne sera pas candidat aux élections de 1920. Il veut se mettre à écrire l'histoire, après le 4 mars 1921.

—Sur convocation du chef sinn-feiner Diarmid Lynch, un grand congrès irlando-américain se réunit à Philadelphie, adopte une résolution de S. E. le Card. Gibbons, demandant à la Conférence de la paix de donner à l'Irlande la liberté de se gouverner elle-même, vote deux millions aux Irlandais et obtient de se faire entendre par le Président. M. Wilson accorde aux délégués une demi-heure avant de se rembarquer, mais à la condition formelle de ne pas avoir à rencontrer le juge Cohalan, compromis avec le fameux ambassadeur Bernstorff...

—A Worcester, Mass., deuxième congrès annuel de la Fédération catholique franco-américaine, dont le président sera M. Henri Ledoux. On s'y est préoccupé particulièrement de la situation faite au français par le mouvement actuel d'"*américanisation*", et de l'organisation d'une contre-campagne destinée à faire échec, parmi les ouvriers de langue française du moins, au mouvement bolchéviste.

—Nomination de M. A. Mitchell Palmer au poste de procureur général des Etats-Unis, en remplacement de M. Gregory.

GRANDE-BRETAGNE

—La situation industrielle est devenue tellement sérieuse, que M. Lloyd George a dû retarder jusqu'à ces tout derniers jours son retour à Paris. Les choses vont un peu mieux maintenant, la conférence mixte qui s'est réunie à Londres auprès du gouvernement ayant réussi à amorcer quelques points d'entente et chargé un comité de 30 industriels et de 30 ouvriers de faire enquête d'ici au 5 avril sur la question des heures de travail et du salaire, sur les conditions générales du travail et les moyens de rétablir les bonnes relations entre le travail et le capital. Ce Comité conjoint, a commencé à siéger et le premier ministre lui a fait part, avant de retourner à Paris, de la présente situation mondiale, avec ses espérances et ses périls. Puissent le contact des réalités et l'étude des conditions fondamentales de la vie en société orienter dans la bonne voie ceux qui, à cette heure redoutable, ont reçu la mission de ramener le calme dans le monde industriel britannique!

—M. Churchill, ministre de la Guerre, a proposé

aux Communes un budget de 287 millions de livres sterling.—La Grande-Bretagne, comme l'Italie, revient à l'économie de la lumière du jour: les horloges seront avancées d'une heure le 20 mars, pour jusqu'au 28 septembre.

FRANCE

—Par bonheur, l'attentat dont M. Clemenceau a été victime n'a pas eu de suites graves: le premier ministre de France et président de la Conférence de la paix a repris ses hautes fonctions, et son assaillant, Cottin, va passer, le 14 mars, en cour martiale. Ce Cottin est un anarchiste, très probablement allié à la pègre rampante aux yeux de laquelle le patriotisme et la fermeté de Clemenceau sont un impardonnable crime. Quoi qu'il soit, l'incident est un avertissement: on ne doit pas laisser comploter et s'agiter en liberté, les sans-patrie! Que signifie cette arrestation à Philadelphie et à New-York d'une vingtaine d'anarchistes accusés de comploter également l'assassinat du président des Etats-Unis?

Sa Sainteté Benoît XV a fait présenter par S. E. le Cardinal Amette ses félicitations à M. Clémenceau. Autre détail touchant: le premier ministre a voulu être soigné par la sœur qui, dans une autre circonstance de sa vie où il était allé demander sa guérison à un hôpital congréganiste, avait veillé à son chevet.

—Zan O'Cealligh, chef sinn-feiner, est venu à bout de se rendre à Paris, en qualité d'"*envoyé du gouvernement provisoire de la république irlandaise*," après avoir trompé la vigilance des autorités britanniques. Il s'est mis en relations avec la Conférence de la paix, devant laquelle il veut présenter la cause de l'indépendance irlandaise.

—Les cardinaux, archevêques et évêques de France ont prié le gouvernement français de soumettre à la Conférence la question de la liberté religieuse au Mexique. On sait la conduite ignoble du gouvernement Carranza à l'égard des prêtres et des évêques catholiques mexicains, en particulier de Mgr Orozco y Ximenez, fait prisonnier et reconduit, à travers toutes sortes d'outrages, à la frontière!...

—Un rapport officiel porte à 119 milliards 810 millions de francs les dommages et pertes essayés par la France au cours de la guerre. Chiffre formidable, et que l'Allemagne doit à sa victime de 1914!—On conçoit que les plus compliqués problèmes se posent là-bas. M. Klotz, le ministre des Finances, a un projet d'impôt, échelonné sur une longue période, sur le capital. Ceci est grave...

—Le Conseil supérieur d'Alsace-Lorraine a rejeté avec indignation la proposition d'un plébiscite: les Alsaciens-Lorrains sont français et le veulent rester. C'est un choix déjà fait!

—Pour la quatrième fois, la Foire de Lyon bat son plein. L'idée de cette foire vint au maire Herriot,

qui la mit en pratique en 1916. La section canadienne, de mieux en mieux organisée, a attiré l'attention. On sait que M. Lambert, du département de l'Agriculture à Québec, est chargé d'y faire valoir les mérites de notre province.

—Les traîtres Charles Hartmann et Henri Guilbeaux—ce Guilbeaux complice à Genève de la révolution maximaliste en Russie!—ont été condamnés à mort. La France continue à se purger...

—Le général Berdoulat est nommé gouverneur général de Paris.

—Mort de Madame la baronne de Charette, veuve du glorieux général.

ALLEMAGNE

—La Bavière serait formée en république de soviets. L'affaire a commencé par l'assassinat du premier ministre, Kurt Eisner, tué d'une balle de revolver par le comte Arcovally, un étudiant, lequel aurait été tué à son tour. L'assassinat d'Eisner a été suivi de près de ceux d'Auer, ministre de l'Intérieur, par un boucher nommé Lindner, et de Rosshaupter, ministre de la Guerre. Vers le même temps, l'archevêque de Munich, Mgr Faulhaber, aurait été arrêté

pendant des émeutes. On a ensuite annoncé que le premier ministre nommé était Scheid et le ministre de l'Intérieur, Seigitz, deux socialistes majoritaires, et enfin, qu'un conseil national provisoire de soldats et d'ouvriers s'était constitué...

—Le projet de constitution allemande élaboré par Hugo Preuss, a été adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale de Weimar. Nous avons déjà donné les détails essentiels. La question du drapeau, qui a soulevé des difficultés, paraît résolue: l'emblème allemand sera rouge, noir et doré. Les autorités de Weimar ont à faire face à des grèves, soulevées par les Spartacistes, lesquels, dirigés par Hugo Haase, viennent de tenir à Berlin un "conclave" de quatre jours, en vue de renverser Ebert...

AILLEURS

—La grève et l'esprit de révolte bouillonnent à Barcelone. Le roi a suspendu les garanties constitutionnelles dans la province de Lérida, en Catalogne.

Le premier ministre a suspendu les Cortès espagnoles, afin, dit-on, de couper court à l'obstruction de l'opposition contre les projets ministériels de législation ouvrière.



UNE QUINZAINÉ DE GUERRE



LE président Wilson est reparti dans la direction de Paris, le 5 courant, mercredi dernier.

Il a tout juste eu le temps d'assister à la prorogation automatique du Congrès américain sans que ce corps auguste ait jugé à propos de se prononcer sur la fameuse "Société des Nations" à peine sortie des langages dans lesquels son auteur l'avait à la hâte enveloppée, pour la faire admirer à son peuple ébahi.

Malgré la disposition des chefs de parti à accorder à cette grave question une attention, sinon sympathique, du moins respectueuse, les francs-tireurs du sénat se sont emparés de la discussion et à l'aide d'une savante flibuste ils ont réussi à pérorer jusqu'à la dernière minute de l'existence normale du Congrès.

La veille de son départ, à l'opéra de New-York, le président a dit leur fait à ces obstructionnistes dont il a, à la fois, réprouvé la mentalité, la mauvaise intention et l'ignorance des événements qui se déroulent sur la scène mondiale.

La presse européenne commente à mots plus ou moins couverts l'action destructive du sénat de Washington. En France où l'on n'a pas une fervente admiration pour le poupon du président on ne cache pas une certaine satisfaction devant laquelle on dresse un paravent de regrets sur cette mésaventure.

En Grande Bretagne on commence à trouver M.

Wilson joliment encombrant. Un des plus importants journaux de Londres le "Globe" ne lui ménage pas son opinion. "On ne peut—dit-il—plus longtemps camoufler la vérité. Le président retourne à Paris avec un prestige sérieusement entamé à la suite de l'action du sénat qui n'a pas eu plus de respect pour la "Ligue des Nations" tant vantée, que si c'eût été un simple chiffon de papier. Et il termine son article par ce paragraphe significatif: "Nous prenons la liberté de rappeler à M. Wilson que même la haute position de président des Etats-Unis ne comporte pas celle de régisseur suprême de notre planète. S'il se livre à une enquête raisonnable, il découvrira que pour atteindre un succès sérieux, il est plus sage de suivre cette règle de conduite admirable qui consiste à s'occuper de ses propres affaires."

Pendant que M. Wilson faisait voile du côté de son pays, le premier ministre britannique était, lui aussi, forcé de retourner chez lui à grande hâte pour faire face à la menace d'une grève générale de la part des mineurs et des unions ouvrières fatiguées de faire antichambre et décidées à imposer leurs volontés. L'entente anglo-américaine, privée de ses deux plus importants directeurs n'a eu pour la représenter au Congrès de la Paix que des diplomates de second ordre qui ont été loin d'y avoir l'influence qu'exerçaient les

deux chefs de file. Aussi a-t-on piétiné sur place et n'a-t-on fait que peu de progrès dans la considération et la décision des multiples problèmes qu'il faut résoudre pour refaire une nouvelle Europe.

* * *

La question la plus importante et qui est loin d'être décidée est celle de la frontière entre l'Allemagne et la France.

Une réunion a lieu, en ce moment à Paris, de délégués de douze millions de français pour persuader aux membres de la Conférence de la Paix l'importance d'en arriver immédiatement à une conclusion de la paix, sans attendre la solution des autres questions soit financières soit territoriales. C'est le Congrès National français.

Il n'y a pas que le peuple des Etats-Unis qui commence à s'émouvoir du retard apporté aux décisions de la Conférence surtout quand ces retards sont en grande partie causés par le désir de mettre en œuvre des théories dont l'efficacité est fort contestable. On estime qu'il est de mauvaise politique de mettre de côté le redressement de torts constatés et le règlement de questions dont l'importance est aussi grande que celles qui ont déterminé la guerre. Par exemple, la Conférence, siégeant depuis près de deux mois n'a encore rien fait pour fixer le status international de l'Allemagne.

A ce sujet le "Temps" de Paris publie un important article sur l'attitude du président Wilson telle qu'indiquée dans son discours de Boston à son arrivée aux Etats-Unis. Le "Temps" non seulement s'objecte à croire que c'est dans les Etats-Unis seulement que les petites nations de l'Europe trouvent une amitié et un appui désintéressés, mais se refuse à accepter son explication du manque de résultats sérieux du travail de la Conférence par la complexité des problèmes qu'elle doit régler.

La France n'a jamais rêvé d'annexion. Elle a seulement demandé le retour de ce qu'on lui a enlevé. La Pologne n'a jamais eu d'ami plus désintéressé et ce n'est pas d'hier que datent ses sympathies actives. C'est en janvier 1917 que furent présentées au monde les réclamations légitimes des tchéco-slovaques sur l'initiative du gouvernement français et ce ne fut pas seulement en théorisant que la France manifesta sa disposition à les aider auprès de ses alliés et de M. Wilson. La France est populaire en Serbie et protesta en 1908 et en 1909 contre l'impérialisme austro-allemand. C'est en France que les yougo-slaves ont trouvé leurs plus fidèles défenseurs. Elle défend même la Russie dont personne ne parle à l'heure présente mais dont il faudra bien s'occuper un jour.

Parlant de la lenteur de la Conférence le "Temps" ajoute: "Il est bien vrai, comme le dit M. Wilson, que chacun des problèmes qu'étudie la Conférence est lié à une infinité d'autres. Il ne s'en suit pas qu'il

faulle toucher à chacun d'eux successivement sans en résoudre aucun. Il faut choisir le principal. Quel est-il? En dépit de toutes les objections l'évidence répond: c'est le problème de l'Allemagne. Tâchons d'avoir une idée de ce que doit être l'Allemagne pour qu'elle vive en paix avec le monde et conformément à nos principes et à nos droits. Quand les gouvernements victorieux seront imprégnés de cette idée ils sauront où ils doivent aller et trouveront aisément le chemin à suivre."

Quant à la France elle regarde la question de frontières non pas comme n'ayant qu'un intérêt local mais d'une importance capitale pour la sécurité du reste de l'Europe. Elle assurera la tranquillité future de la Grande Bretagne, et sera indispensable pour la protection de la Belgique et la garantie de l'indépendance hollandaise. C'est l'établissement de la Prusse sur le Rhin après la chute de Napoléon qui permit à l'Allemagne de pénétrer en Alsace-Lorraine. C'est l'acte spoliateur de 1871 qui a inspiré aux allemands l'idée de passer en France en violant la neutralité de la Belgique, et plus tard d'atteindre la Grande Bretagne et les côtes de l'Atlantique.

Dans le programme de la Conférence se trouvent de nombreux sujets d'examen tels que ceux de l'indemnité, la réparation, la démilitarisation de l'Allemagne, la disposition de sa flotte de guerre et de ses sous-marins, mais aucun n'a une importance aussi capitale que celle de la frontière ouest de la Bohême.

* * *

A quoi servirait la demande de réparation s'il fallait laisser les choses en l'état où elles étaient avant la guerre, avec les mêmes dangers pour la civilisation et les mêmes chances pour les barbares? Un rapide regard jeté sur l'étendue des désastres causés par le Boche en France fait comprendre de suite combien on a raison d'insister pour que l'allemand soit mis hors d'état de nuire dans un avenir plus ou moins rapproché.

Un des délégués français aux Etats-Unis a donné récemment un résumé des pertes subies au cours de la guerre. Si l'on ajoute aux 1,400,000 soldats français tués ou morts de leurs blessures le nombre des prisonniers rendus incapables de tout travail, on arrive à un grand total de 2,500,000 hommes perdus pour le pays. Plus de 25,000 usines dans les districts occupés par les boches ont été soit complètement détruites, soit dépouillées de leur outillage. Douze millions de têtes de bétail ont été volées ou détruites et des milliers de milles de bonnes fermes ont été rendues impropres à la culture pour de longues années. Il est impossible d'évaluer justement les pertes en objets d'art pillés ou détruits, les édifices abattus, saccagés ou brûlés. La perte en tonnage maritime est placée à 670,000 tonnes et le coût de la guerre pour la France seule est de près de 160 milliards de francs. La dette

nationale qui était avant la guerre de 34 milliards s'est accrue de 125 milliards.

Dans la région de Roubaix et de Tourcoing les allemands ont réquisitionné pour 300 millions de laines et les filatures ont perdu plus de vingt mille métiers. Le dommage causé aux charbonnages, principalement à ceux de Lens, est difficile d'évaluation. La superficie de la partie dévastée par les allemands est d'à peu près 6,000 milles carrés où vivait une population de deux millions. Certaines régions n'ont été que partiellement détruites, d'autres ont été complètement rasées. Les villes de Ham, Noyon, Nesle, Roye, Soissons, Dormans n'existent plus. Dans la Marne, la rafale a passé sur 250 communes où 3,500 maisons ont complètement disparu et 12,000 partiellement. Dans la Meuse 59 communes ont perdu 1,800 maisons et dans les Vosges 1,260 maisons ont disparu dans 53 communes.

Il est bon de rappeler un peu ce résultat abominable de l'ambition allemande ne serait-ce que pour faire aisément comprendre la justice de l'intransigeance française vis-à-vis de l'Allemagne et sa détermination de ne pas exposer le pays à l'avenir aux risques affreux de pareils désastres.

* * *

La désorganisation apparente continue son œuvre en Allemagne. L'assemblée nationale siège à Weimar, mais les "spartaciens" sont les maîtres à Brème, Hambourg, Dusseldorf et Essen et contrôlent une partie de Berlin où l'on se bat dans les rues avec acharnement. Il y a scission sérieuse entre les socialistes et l'on se demande si ce n'est pas la lutte de l'élément révolutionnaire contre le parti qui s'intitule encore socialiste mais qui paraît être sujet à la direction occulte des anciens chefs de l'empire.

Pour attendrir le cœur des délégués des Etats-Unis à la Conférence on prétend que c'est le manque de vivres et la désorganisation de l'industrie qui créent ces mouvements de révolte du prolétariat contre tout ce qui ressemble à un gouvernement organisé. On dit: "donnez-nous des vivres, de la matière brute pour nos usines et la paix renaîtra bien vite. Appelez-nous sans tarder à discuter des conditions de paix et vous verrez l'ordre revivre chez nous." Entre temps on se plaint des rigueurs de l'armistice dont on ne veut pas exécuter les conditions et on continue d'intriguer pour amener l'union des dix millions d'autrichiens allemands avec l'empire, de façon à faire une Allemagne plus peuplée qu'avant la guerre.

M. Hanotaux a publié dans le "Figaro" une étude bien probante au sujet de la sincérité de l'Allemagne. Nous en citerons la conclusion: "Après s'être appuyés sur le militarisme pour arriver au pouvoir et pour réprimer l'assaut des spartaciens, les "socialistes du kaiser" lui appartiennent corps et âme. Nous serions un peu naïfs de garder le moindre doute à ce sujet.

Et d'ailleurs, regardez derrière eux, dans la cou-

lisse, qui reste à la tête de la diplomatie allemande, de l'administration allemande, c'est-à-dire de la force réelle de "l'Empire"; qui donc, sinon les Hindenburg, les Stumm, les Bulow, les âmes damnées de l'impérialisme et du féodalisme.

Sommes-nous donc en présence d'une nouvelle Allemagne? Peut-être. Mais elle ressemble singulièrement à celle d'hier. Elle est plus perfide peut-être. Prenez garde. Est-ce trop hardi de répéter après la victoire ce qu'un neutre, clairvoyant et renseigné, écrivait six mois avant: "Pas d'illusions sur l'Allemagne."

* * *

Il est donc nécessaire que la France ne néglige aucun des moyens qu'elle a à sa disposition pour se protéger contre les possibilités de l'avenir. Elle est la plus intéressée et ne peut céder ses droits et sacrifier sa sécurité pour contenter l'idéalisme d'un théoricien dont l'expérience ne garantit pas la sûreté du jugement.

L'histoire est là pour guider ses hommes d'état.

A. GOBEIL.

7 mars 1919.

Echos et Commentaires

Actualités persistantes

A propos d'illettrés et d'instruction primaire M. Emile Faguet écrivait dans le Gaulois en 1908:

Il y a un très grand émoi dans le camp des "intellectuels", des moralistes, des pédagogues, des puériculteurs, des juvéniculteurs et de tous les culteurs français, à cause de la révélation "sensationnelle" qui vient d'être faite d'une sensible augmentation des "illettrés" de vingt ans.

D'année en année, depuis quatre ou cinq ans, la proportion des conscrits qui ne savent ni lire ni écrire ou qui savent lire seulement et assez mal, augmente d'une manière très marquée.

Ajoutez à cela que les conscrits "lettrés" font généralement preuve d'une extraordinaire ignorance notamment en histoire de France et d'Europe, et que le nombre est effrayant de ceux qui prennent Turenne pour un architecte et Gambetta pour une bataille navale.

Ajoutez encore un chiffre très intéressant de jeunes nourrissons de Mars sur l'instruction desquels "on n'a point de renseignements", et l'on se demande avec quelque anxiété si c'est par une négligence coupable que les renseignements font défaut sur la culture de ces jeunes gens ou comment ces jeunes gens ont pu jalousement cacher aux regards l'étendue ou la pénurie de leurs connaissances.

En tout cas, et pour faire bref, l'instruction est en baisse chez nos jeunes militaires et il y a donc régression de l'instruction générale en France. Sur quoi est poussé le cri d'alarme et il retentit à travers la presse avec des échos prolongés et lugubres.

Je n'ai pas besoin de dire que je souhaiterais que tout le monde sût lire et écrire; car ce sont choses qui sont utiles dans la vie et que je souhaiterais aussi que tout le monde sût un peu d'histoire européenne et surtout "sût ce peu très exactement"; car il est très bon de connaître de quel monde on fait partie et qui sont ceux qui nous ont précédés dans cette vallée de misères. Je supplie qu'on ne me considère pas comme un misérable obscurantiste.

Je voudrais seulement faire remarquer qu'il y a des choses beaucoup plus importantes que celle sur laquelle je vois que l'on s'effraie et l'on s'exclame. Les préjugés se succèdent les uns aux autres et se remplacent exactement comme de bons fonctionnaires dont les uns prennent leur retraite et les autres entrent en fonction. Le préjugé ancien était ceci ou cela; il importe peu d'y remonter; le préjugé actuel est celui-ci que tout est gagné dès qu'un homme sait lire et écrire. C'est le "salut" moderne. Tu sais lire, tu es sauvé. Tu ne sais pas lire, tu es perdu.

Il y a là une assez forte illusion. La science du lire et écrire est un instrument, est un outil, fort utile assurément, mais n'est qu'un outil et un instrument; et les effets peuvent en être bons ou mauvais, ou neutres ou nuls, et un homme n'est nullement sauvé parce qu'il sait lire ou écrire. Il s'agit encore de savoir, ayant cette ressource, ce qu'il en fera.

Vous savez ce que Pascal disait du goût: "On se forme le goût par les lectures et par les conversations; mais il faut les choisir bonnes et, pour les choisir bonnes, il faut déjà avoir du goût, et cela forme un cercle d'où bien heureux sont ceux qui sortent". Ce qui est vrai du goût est vrai de la moralité, de l'honnêteté, de la virilité, de la vertu. A quoi sert de savoir lire? A faire de bonnes lectures qui donnent à l'âme la santé. Mais pour les choisir bonnes il faut avoir le goût des bonnes lectures et ce goût des bonnes lectures, c'est la santé même de l'âme. De sorte que, pour acquérir la santé de l'âme, il faut déjà l'avoir et que, si on ne l'a point, on choisira les lectures qui, au lieu de vous y conduire, ne serviront qu'à vous en détourner.

Pour juger de la valeur morale d'un homme, il ne faut donc pas demander sait-il lire? Mais bien: a-t-il de bons instincts? S'il a de bons instincts, la lecture, les lectures qu'il fera naturellement, ne feront que les développer. S'il a des instincts mauvais, les lectures qu'il fera, choisies en raison de ces mauvais instincts mêmes, les rendront pires.

Je me suis souvent demandé s'il ne vaudrait pas mieux que l'homme aux mauvais instincts n'apprit rien du tout et que seul l'être bien doué, l'homme "au cœur bien situé", apprit quelque chose. Le

"bon tyran" serait très certainement enclin à établir un régime où les choses se passeraient ainsi. La difficulté, c'est que cette répartition entre enfants bien doués et destinés à être améliorés par l'éducation et enfants mal nés et destinés à être détériorés par l'éducation est extrêmement difficile à faire.

Un de nos amis, très réactionnaire, ou très sceptique, ou très pince-sans-rire, lisant son journal et remarquant cette diminution du nombre des conscrits lettrés me disait hier: "A la bonne heure! — Comment! A la bonne heure? — Sans doute, puisque, depuis vingt ans on constatait la progression de l'instruction primaire et "en même temps" la progression de la criminalité et particulièrement de la criminalité juvénile, il est à croire, il est à supposer, on aime à penser et l'on est légitimement conduit à estimer qu'à mesure que l'instruction diminuera, la criminalité diminuera "quand et quand" comme disaient nos pères. J'ai vraiment confiance en ces conscrits illettrés. Vous n'avez pas confiance en eux, vous?"

Mon Dieu, non, je n'ai pas confiance en eux d'une façon extraordinaire. Il ne suffit pas de ne rien savoir pour être honnête homme; il ne suffit pas d'être ignorant pour être vertueux. Non, ou du moins ça m'étonnerait. Mais aller jusqu'à croire aussi qu'il suffit de savoir lire et écrire pour avoir une haute valeur morale, non, je ne pousserai pas jusqu'à ce point.

* * *

Ce n'est ni dans l'ignorance ni dans la culture que réside la valeur morale ou, pour mieux parler, "la valeur". C'est ailleurs qu'il faut la chercher.

Ce petit conscrit qui sait lire, écrire, compter et qui sait un peu d'histoire et de géographie, grand bien lui fasse, et je ne songe qu'à le féliciter; mais est-il une valeur pour autant? Je n'en sais rien du tout; car, "ça dépend"; et entendez par là que ça dépend d'autre chose.

Ce petit conscrit qui ne sait ni "A", ni "B", mais qui aime les propos sérieux et honnêtes et qui recherche ceux qui les tiennent est, lui, une valeur, et une valeur certaine, beaucoup plus certaine que le précédent. Mettez-vous ceci dans la tête: ce n'est plus la culture qui est la mesure de la valeur.

—Ce n'est pas l'ignorance non plus.

—Eh! non! ce n'est pas l'ignorance non plus, évidemment. Donc, arrivons à cette formule: ce n'est ni la culture, ni l'ignorance qui sont la mesure de la valeur.

Dès lors, quoi? Dès lors, donnez l'instruction, donnez-la, puisque à coup sûr elle est matériellement utile, mais ne croyez ni que tout soit gagné là où elle est, ni que tout soit perdu là où elle manque.

Donc, comme disait l'autre, "ne nous frappons pas" pour quelques conscrits qui ne savent pas lire. Il n'est pas sûr qu'ils en soient meilleurs; il n'est pas sûr non plus qu'ils en soient pires. Cette statistique

est intéressante en soi, comme toutes les statistiques; elle n'est guère intéressante que comme cela. Ce qu'il faudrait connaître, ce sont les sentiments de ces "lettrés", de ces demi-lettrés et de ces illettrés complets. Ceci, oui, serait intéressant et de portée. Mais c'est une statistique difficile à faire. Il est bien plus court de faire passer un examen pédagogique et de constater si le fusilier Durand sait lire ou ne le sait point. Après quoi on n'est pas plus informé qu'avant; non, pas plus; mais on peut aligner des chiffres.

Hélas! ces chiffres contrairement à la formule consacrée, n'ont pas leur éloquence. Qui est-ce qui n'a pas son éloquence? Ce sont ces chiffres. Ou plutôt, ils ont leur éloquence; mais ils ne prouvent absolument rien. Ils sont éloquents, mais ils ne renseignent aucunement sur quoi que ce soit. Ces chiffres ressemblent à la plupart des orateurs.

EMILE FAGUET,
de l'Académie française.

LE MONSIEUR QUI...

DEPUIS quelque temps, une formule se rencontre dans nos journaux, répétée à chaque page de chaque numéro, et qu'on dirait clichée. Les confrères permettront peut-être qu'on la leur signale...

Ce n'est pourtant pas une faute de français proprement dite; ce n'est vraiment ni un barbarisme, ni un solécisme, ni une cacographie, ni une redondance, ni un phébus, ni un coq-à-l'âne, ni un alibiforain, ni une synchise; ce n'est ni du rabâchage, ni de la ravauderie, ni de la battologie, ni de la tautologie, ni du bousofflage, ni du tortillage, ni de l'amphigouri. C'est tout simplement une façon d'écrire un peu ridicule, et dont la répétition finit par cisper les moins impatientes.

Il arrive donc, presque à chaque jour, qu'un individu ayant fait un discours, attrapé un rhume, ou tué son chien, il paraît urgent de mettre son portrait dans les gazettes. Que le monsieur soit un personnage notable ou un citoyen quelconque, cela n'a pas la moindre importance: on rétrécit sa figure à la mesure d'une colonne, et cela fait au milieu de la page une gravure plus ou moins bavochée, au bas de laquelle on imprime en gras: "Monsieur X.... qui a fait un discours", ou: "Monsieur Z.... qui a tué son chien."

Je pris qu'on entende bien cette simple critique: je n'ai pas l'ombre d'une objection à ce que mon journal me serve une hachure qui prétende représenter les traits de Monsieur X.; pareillement, il peut m'être

agréable, parfois utile, d'apprendre qu'il a fait un discours. Mais l'individu dont vous me montrez la figure a peut-être fait dans sa vie des choses plus remarquables. Vous me forcez indûment à restreindre mon admiration.

Vous me dites: Ceci est le portrait de "Monsieur Y.... qui s'est cassé le bras hier, en descendant un escalier." Est-ce par là qu'il s'est illustré, et qu'il mérite d'être présenté au public?

Monsieur le Général.... a peut-être gagné des batailles héroïques; et vous voulez que je retienne à jamais les traits de "Monsieur le Général.... qui est arrivé à Montréal hier soir."

Voici le portrait du "Président Wilson qui est arrivé à Boston ce matin".... Est-ce vraiment là le plus beau titre de gloire du Président Wilson? M. Wilson a-t-il des traits différents, suivant qu'il est arrivé ou qu'il n'est pas arrivé à Boston ce matin? De qui me présente-t-on le portrait, de M. Wilson, président des Etats-Unis, ou de "M. Wilson qui...."?

Les reporters ont souvent le souci de dire à la fois tout ce qu'ils savent. Voici un portrait: donnons d'abord, se disent-ils, le nom du personnage, et profitons-en pour faire connaître, à la faveur d'un *qui*, qu'il a fait ceci ou cela: "Monsieur.... qui a fait..."

Si l'on veut à tout prix dire à quelle occasion on publie le portrait du monsieur, que n'écrit-on simplement: "Monsieur Un Tel a écrasé un chien." Le lecteur comprendra bien qu'il s'agit de l'individu dont la figure accompagne cette intéressante nouvelle, et le journaliste aura moins l'air de croire que le massacre d'un toutou a seul valu à Monsieur Un Tel les honneurs de la gravure.

ANTOINE.

PENSÉES

Ce que l'Eglise appréhende le plus, c'est que ses enfants se naturalisent sur la terre et qu'ils ne fassent leur principal établissement où ils ne doivent avoir qu'un lieu de passage.

BOSSUET

M. Aulard, l'historien de la Révolution, bien connu par son esprit révolutionnaire authentique, s'est uni aux socialistes pour déplorer la discrétion des communiqués du Congrès de la paix. M. Aulard ne peut pas comprendre que la diplomatie secrète n'ait pas pris fin avec la proclamation des quatorze articles du président Wilson.



IMPÔT DE GUERRE FÉDÉRAL SUR LE REVENU

A QUI CET IMPÔT S'APPLIQUE

A toute personne qui, en 1918, résidait ou avait son domicile habituel au Canada, ou était employé ou exerçait ses affaires au Canada, y compris toutes corporations ou compagnies par actions

QUI DOIT FAIRE RAPPORT DE SON REVENU

1. Toute personne non mariée, veuf ou veuve sans enfants dépendants de moins de 21 ans, qui durant l'année du calendrier 1918, a reçu ou a gagné \$1,000 ou plus.
2. Toutes autres personnes quelconques, qui ont reçu ou gagné durant l'année 1918, \$2,000 ou plus.
3. Toute corporation ou compagnie par actions dont les profits ont dépassé \$3,000 pour son année financière terminée en 1918.

FORMULES À REMPLIR ET À TRANSMETTRE

- FORMULE T1. Par tout individu qui n'est ni cultivateur ni rancher
 FORMULE T1A. Par les cultivateurs et les ranchers.
 FORMULE T2. Par les corporations et les compagnies par actions.
 FORMULE T3. Par les fiduciaires, exécuteurs, administrateurs de successions, ou curateurs
 FORMULE T4. Par les employeurs, pour fournir les noms de tous les directeurs, officiers, agents et autres employés à qui l'on a payé plus de \$1,000 sous forme de salaire, bonus, commissions ou autre rémunération, durant l'année de calendrier 1918.
 FORMULE T5. Par les corporations, compagnies par actions, associations et syndicats, pour faire rapport des dividendes et bonus payés à leurs actionnaires et membres durant 1918.
 Toutes autres personnes et sociétés commerciales doivent aussi faire des rapports individuellement.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Tous les rapports doivent être fournis en double.
 On obtiendra les formules chez les inspecteurs et les assistants inspecteurs pour les fins de l'impôt, et chez les maîtres de poste des localités importantes.
 Les rapports doivent se faire immédiatement.

Il faut affranchir les lettres et autres documents adressés par la poste aux inspecteurs de l'impôt.

Adresse de l'inspecteur de l'impôt pour ce

DISTRICT DE QUÉBEC

Inspecteur de l'impôt,
 au Bureau de Poste, QUÉBEC, Qué.



**"LA FORME LA PLUS PURE
 SOUS LAQUELLE LE TABAC
 PEUT ÊTRE FUMÉ."**

Lancet.

La Vie Canadienne

remercie tous ceux qui l'accueillent avec une bienveillance de plus en plus encourageante.

La Vie Canadienne

pour répondre à ces encouragements de ses lecteurs et de ses collaborateurs, dont le nombre et la qualité vont aussi s'augmentant, s'efforcera de devenir de plus en plus intéressante et utile pour ses lecteurs et pour la cause sacrée de la patrie à laquelle elle s'est consacrée.

VILLE DE CHICOUTIMI

\$526,000.00

CONVERSION de la DETTE

PRIX : POUR RAPPORTER 5 $\frac{1}{2}$ %

Echéances ; Novembre 1920 à 1945

Dénominations: \$100. \$500. et \$1,000.

Intérêt Payable Semi-Annuellement

S'adresser à

La Corporation des Obligations Municipales

LIMITÉE.

RENE DUPONT, Gérant

124, rue St-Pierre

Tél. 6932. - - - Québec.

J.-W. SIMARD, Correspondant

7, Place d'Armes

Tél. Main 1824. - - Montréal.

Demandez notre liste de "Placements de Mars"